

Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE
Avec la
collaboration de
P. 8 & 9

PROJECT
SYNDICATE
AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

Les cinquante ans
d'immunisations réussies
doivent continuer cinquante
autres années



PAR SANIA
NISHTAR

Directrice exécutive de Gavi,
l'Alliance du vaccin

Une vérité intermédiaire
dans la confusion de l'inflation



PAR BARRY
EICHENGREEN

Professeur d'économie
et de sciences politiques à l'Université
de Californie de Berkeley

Pour prévenir la prochaine
pandémie, c'est la science
qu'il faut suivre



PAR MARISA PEYRE¹,
JUSTIN VAÏSSE²
ET PETER SANDS³

1- Chercheuse au Centre
de coopération internationale
en recherche agronomique pour
le développement (CIRAD)

2- Fondateur et directeur général
du Forum de Paris sur la paix

3- Directeur exécutif du Fonds
mondial de lutte contre le sida,
la tuberculose et le paludisme

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

Iftar

Oran 19h03
Alger 18h47
Constantine 18h34

Imsak

Oran 05h57
Alger 05h40
Constantine 05h27

DU PRODUCTEUR AU CONSOMMATEUR 200 points de vente de produits de la mer pendant le Ramadhan

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3



Des aides humanitaires acheminées au Niger

P. 2



RELATIONS AVEC L'ALGÉRIE

**La guerre
est-elle déclarée
entre Macron
et son ministre
de l'Intérieur ?**

P. 3

GHAZA

**L'entité sioniste
poursuit son œuvre
destructrice**

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2

DÉDIÉE AUX MÉTIERS
DU SECTEUR MINIER

**Une école
lancée fin 2026**

P. 3

Ghaza

L'entité sioniste poursuit son œuvre destructrice

Samedi, 42^e jour de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, Ghaza continue de compter ses martyrs et enregistre de nouveaux. Dans son bilan statistique publié jeudi, le ministère de la Santé a indiqué que le nombre de victimes du génocide israélien a atteint 48.388 martyrs et 111.803 blessés. Ce nouveau bilan comprend les 21 corps de martyrs retrouvés sous les décombres, ainsi que 2 nouveaux martyrs et 23 blessés enregistrés durant les précédentes 24 heures.

Mohamed Mehdi

Hier, un nouveau groupe de malades et de blessés, le 29^e en 42 jours de trêve, a quitté l'enclave de Ghaza par le terminal de Rafah vers l'Egypte, avant d'aller à d'autres destinations pour une prise en charge médicale. Ce groupe comprend 33 blessés et malades, accompagnés de 55 membres de leurs familles, a rapporté un correspondant d'Al Jazeera. La situation humanitaire reste tendue à Ghaza et les besoins restent immenses en raison du froid et du manque terrible d'abris, en particulier pour le nord de l'enclave totalement détruit par l'armée sioniste avant son retrait. A propos de cette situation, Saleem Oweis, porte-parole de l'UNICEF basé à al-Mawasi dans le sud de Ghaza, interrogé par Al Jazeera, a affirmé qu'après six semaines de trêve, «la situation humanitaire est toujours extrêmement désastreuse». «Heureusement, les enfants et les familles sont à l'abri des bombardements à l'heure actuelle. Les enfants souffrent encore des conséquences de la violence qui dure depuis 16 mois», a déclaré Oweis à Al Jazeera. L'intervenant a expliqué que la mort de 7 enfants par hypothermie en raison du manque d'abris adéquats, est due au non-respect par Israël de ses obligations dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu dont celui d'autoriser l'entrée de maisons temporaires, de tentes et de bâches dans la bande de Ghaza. «Les besoins sont énormes : abris, nourriture, eau potable, qui ne sont toujours pas disponibles pour beaucoup. Le ramadhan est là, et il est encore plus important pour les familles de trouver la nourriture dont elles ont besoin pour subvenir à leurs besoins», a ajouté Saleem Oweis. «Bien que le cessez-le-feu ait permis d'approvisionner davantage les marchés, cela coûte trop cher à la plupart des gens qui n'ont plus aucun revenu depuis 16 mois. Nous devons simplement ouvrir les portes et apporter toute l'aide nécessaire sans aucune restriction», affirme encore le porte-parole de l'UNICEF à Ghaza.

L'OCCUPATION SIONISTE VEUT «PROLONGER LA PREMIÈRE PHASE»

Les discussions portant sur la deuxième phase de l'accord de cessez-le-feu n'ont pas démarré. L'occupation sioniste veut «prolonger la première phase» pour faire libérer ses prisonniers à Ghaza sans annoncer officiellement

l'arrêt total de l'agression contre Ghaza et le retrait de ses troupes de l'axe Philadelphia, ni assumer la partie humanitaire de l'accord qui comprend aussi l'entrée des moyens et matériaux pour la reconstruction de l'enclave. Hier, dans une déclaration à Al Araby TV, le porte-parole du Hamas, Hazem Qassem, a confirmé qu'il n'y a «tousjours pas de négociations concernant la deuxième phase» qui devaient commencer, selon les termes de l'accord annoncé le 19 janvier dernier, au «16^{ème} jour de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu».

«En évoquant la prolongation de la première phase, l'occupant tente de remettre les choses à la case départ. Il veut uniquement récupérer ses prisonniers tout en gardant la possibilité de reprendre l'agression contre la bande de Ghaza, ce qui est en contradiction avec les termes de l'accord», a rappelé l'intervenant.

«L'occupation élude son engagement de mettre fin à la guerre et de se retirer complètement de Ghaza. Prolonger la première étape sous la forme proposée par l'occupation nous semble inacceptable, et ce qui est exigé des médiateurs et des États garants, c'est d'obliger l'occupation à accepter l'accord dans ses différentes étapes», affirme encore M. Qassem.

ANTÓNIO GUTERRES EXHORTE TOUTES LES PARTIES À RESPECTER LEURS ENGAGEMENTS

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a averti, jeudi, que «les jours à venir sont critiques», et a souligné la nécessité «d'éviter une rupture de cet accord», exhortant les deux parties «à respecter leurs engagements et à les mettre en œuvre dans leur intégralité». «Mardi prochain, je serai au Caire pour participer au sommet extraordinaire de la Ligue des États arabes afin de discuter de la reconstruction de Ghaza», a déclaré M. Guterres lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU à New York. M. Guterres a décrit la situation à Ghaza comme «un lieu de mort, de déplacement, de faim et de maladie», avertissant que le risque de nouvelles destructions reste élevé. «Chaque instant où le cessez-le-feu tient signifie que davantage de vies sont sauvées», a-t-il déclaré. «J'exhorte toutes les parties à ne ménager aucun effort pour éviter l'échec de l'accord et pour remplir pleinement leurs obligations. Il ne devrait pas y

Des aides humanitaires acheminées au Niger

En application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, des aides humanitaires ont été chargées, vendredi après-midi, au niveau de la base aérienne de Boufarik (Blida), en direction du Niger, pays frère, à l'occasion du mois de Ramadhan.

Ces aides humanitaires ayant

été chargées à bord de trois (3) avions relevant des Forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP), sous la supervision du Croissant-Rouge algérien (CRA) interviennent en renforcement des relations de solidarité entre les deux pays.

Supervisant le chargement de ces aides, la présidente du Croissant rouge algérien (CRA), Mme Ibtissem Hamlaoui, a souligné que

cette opération qui intervient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, témoignait de l'esprit de solidarité entre l'Algérie et le Niger, pays frère, précisant que ces aides consistant essentiellement en des denrées alimentaires, avaient été chargées à bord de trois (3) avions relevant des Forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP).

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le nouvel ordre en marche ?

L'économie mondiale court-elle au désastre ? Complètement déboussolée sous les coups de force de la première puissance de la planète, l'économie mondiale risque d'emprunter un chemin vers des situations chaotiques, et ce depuis le retour de Trump à la Maison Blanche, en janvier 2025.

On peut bien comprendre que dans le domaine économique et commercial, la compétition ne s'accommode pas de sentiments, c'est à qui peut dominer les jeux, et c'est, ou c'était, de bonne guerre, tant qu'on respectait certains principes de la guerre commerciale, dont le principe gagna-gagnant. Avec le président américain, aucun respect pour aucun de ces (vieux) principes, le seul qui subsiste c'est la loi du plus fort. Effarant. Quand le président américain veut faire taire les armes en Ukraine, c'est pour mieux exploiter les terres rares de ce pays. La paix au Moyen-Orient, c'est pour expulser les Palestiniens vers d'autres pays et créer une 'riviera' à Ghaza, une copie de la Côte d'Azur, ouverte aux affaires et où l'argent devrait couler à flots au profit des hommes d'affaires américains et leurs alliés sionistes. La guerre commerciale mondiale remplace en douce la paix qu'il dit chercher à instaurer dans les régions où les Etats-Unis sont susceptibles de réaliser des profits. Le déluge pour les autres, les faibles. Dès lors, il est indispensable de ré-imaginer ce que sera demain l'économie mondiale. A commencer par ces hausses des taxes douanières, sur lesquelles a plongé le président Trump, immédiatement après son investiture. Dans le collimateur,

la Chine, l'éternel ennemi commercial des Etats-Unis, et pas que, puisque d'autres pays sont ciblés par ces nouvelles dispositions douanières

imposées par les Américains, dont les alliés européens eux-mêmes, le Canada et le Mexique. Tout en restant très tendre envers la Russie, qui a résisté à toutes les sanctions économiques imposées par l'Union européenne et l'ex administration US, sous la présidence de Joe Biden, et ce grâce à une autosuffisance acquise dans plusieurs domaines parmi les plus sensibles, notamment la sécurité militaire et la sécurité alimentaire, ainsi que la Grande-Bretagne, sauvée elle par le Brexit, du reste appliqué sous l'influence américaine. L'économie mondiale devrait subir le choc de cette politique protectionniste du président Trump, qui mettrait à mal les économies des pays exportateurs vers les Etats-Unis à travers un ralentissement de l'activité qui ne tardera pas à se faire sentir par la chute du chiffre d'affaires des entreprises exportatrices. Des taxes élevées équivalaient à des prix de vente élevés et conduiraient le consommateur américain à se tourner vers d'autres produits moins chers, dont les produits locaux en premier lieu. Bien évidemment, les pays ciblés par la hausse des taxes vont réagir, en appliquant des mesures de rétorsion, mais on ne sait pas quel serait leur degré d'efficacité ni vers quelle escalade elles conduiraient ? Dans tout ce décor, la révision à la hausse des taxes douanières sur les produits importés par les Etats-Unis remet en cause l'existence même de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

avoir de présence militaire israélienne à long terme à Ghaza et les préoccupations d'Israël doivent être prises en compte», a ajouté Guterres lors de son point de presse.

«Ghaza doit rester partie intégrante d'un État palestinien indépendant, démocratique et souverain. Ghaza et la Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est, doivent être traitées comme une seule entité gouvernée par un gouvernement palestinien. Les mesures unilatérales en Cisjordanie, notamment l'expansion des colonies et les menaces d'annexion, doivent cesser», a-t-il poursuivi. «Le peuple palestinien doit avoir le droit de se gouverner lui-même, de façonner son avenir et de vivre sur sa terre en toute liberté et sécurité. Nous devons éviter une reprise des hostilités à Ghaza pour éviter d'aggraver les souffrances de la population et de déstabiliser la région. Il faut une reconstruction durable à Ghaza et une solution politique unifiée, claire et fondée sur des principes», affirme encore le SG de l'ONU.

TULKAREM : L'AGRESSION ISRAÉLIENNE A FAIT 13 MARTYRS ET DES DIZAINES DE BLESSÉS

L'armée d'occupation israélienne poursuit ses opérations de massacres et de destructions depuis 40 jours dans le nord de la Cisjordanie occupée, ciblant particulièrement Jénine, Tulkarem, al-Far'a dans le gouvernorat de Tubas, ainsi que Nablus et Al-Khalil. Dans un bilan rendu public hier, le Comité d'information du camp de Tulkarem a déclaré que l'agression sioniste a fait «13 martyrs, hommes et femmes, ainsi que des dizaines de blessés et d'arrestations» et a conduit à «d'importantes destructions d'habitations et d'infrastructures». La même source a ajouté que pas moins de «11.000 personnes ont été contraintes d'évacuer le camp de Tulkarem et 5.000 autres du camp de Nour Shams» avant de «détruire et de brûler leurs maisons pour construire des routes et modifier les caractéristiques des deux camps». La ville de Naplouse a fait l'objet, dès

l'aube de samedi, d'une descente des forces de l'occupation israélienne qui se sont positionnées dans la vieille ville, rapportent les correspondants de l'agence palestinienne Wafa qui précisent que les soldats de l'occupation ont également pris d'assaut le village de Tal au sud-ouest de la ville, ont perquisitionné plusieurs maisons et ont interrogé de nombreux citoyens. A Al Qods occupée, les forces d'occupation sionistes ont mené vendredi des arrestations dans les environs de la mosquée Al-Aqsa. Selon le Bureau d'information des prisonniers, la journaliste Bayan al-Jaaba fait partie des fidèles arrêtés avant d'être libérée samedi après l'avoir condamnée à une «résidence surveillée». La journaliste avait été arrêtée à la mosquée al-Aqsa, lors de la prière du Vendredi, en compagnie de son époux et de leurs deux enfants. Le mari, à qui il a été exigé de ne plus s'approcher de la mosquée al-Aqsa, a été libéré le jour même avec ses deux enfants, alors que la femme, enceinte à son neuvième mois, a été maintenue en détention jusqu'à samedi matin, rapporte la même source.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Du producteur au consommateur 200 points de vente de produits de la mer pendant le Ramadhan

El-Houari Dilmi

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a annoncé, hier samedi, l'ouverture de plus de 200 points de vente directs de produits de la pêche et de l'aquaculture au niveau national pendant le mois de Ramadhan 2025. En effet, plus de 200 points de vente directe des produits halieutiques et aquacoles ont été ouverts à travers le territoire national à l'occasion du mois de Ramadhan, dans le but de contribuer à l'approvisionnement du marché et de réguler les prix, a indiqué un responsable du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. «Ces espaces commerciaux incluent plus de 150 points de vente directe, du producteur au consommateur, conventionnés avec la Chambre algérienne de pêche et d'aquaculture, et plus de 50 points de vente affiliés à l'Office national des aliments du bétail (Onab)», a précisé le directeur du Contrôle des produits de la pêche et des produits aquacoles et de la régulation du marché au ministère, Abderrahmane Hantour. Selon les précisions de M. Hantour, l'initiative concerne principalement la dorade (grande et petite), proposée à un prix d'environ 1250 DA/kg, ainsi que le tilapia rouge, dont le prix ne dépasse pas 600 DA/kg. Divers produits en conserve, tels que le thon et la sardine, sont également proposés à des prix d'usine, selon le responsable. La nouveauté de cette année réside dans «l'adhésion de l'Onab à cette initiative, qui, depuis deux mois, vend des produits de la pêche et de l'aquaculture via ses points de vente directe situés dans le Centre, l'Est et l'Ouest du pays, conformément aux instructions du ministre du secteur, Youcef Chorfa, dans le cadre des préparatifs pour le mois sacré».

«Cette mesure, qui se poursuivra toute l'année, a été bien accueillie par les citoyens», a-t-il fait observer.

Depuis début février, plusieurs centres commerciaux, notamment à Alger et Blida, sont également impliqués dans cette initiative.

Industrie Pharmaceutique Renforcer l'accès des producteurs algériens aux marchés africains

Le renforcement de l'accès des producteurs algériens de médicaments et de dispositifs médicaux aux marchés africains était, samedi, au centre d'une rencontre entre le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, et la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Bakhta Selma Mansouri.

Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère de l'Industrie pharmaceutique, M. Kouidri a mis en avant les efforts de son secteur pour contribuer à l'augmentation de la valeur des exportations algériennes hors hydrocarbures, «au regard

Hantour a souligné l'intention des pouvoirs publics d'«étendre progressivement cette opération aux autres wilayas et tout au long de l'année». Dans le même contexte, il est prévu que certains points de vente directe de l'Algérienne des viandes rouges (Alviar) participent à cette initiative, en plus de la mise à disposition d'un camion mobile pour la vente de produits de la pêche et de l'aquaculture.

Le camion mobile circulera dans différentes communes de la capitale pendant le mois de Ramadhan, a assuré Hantour, soulignant que ces mesures permettront à un plus grand nombre de citoyens d'acheter des poissons frais produits localement à des prix compétitifs grâce à un approvisionnement direct du producteur au consommateur.

Compte tenu de la forte demande pour ces produits, notamment le tilapia rouge, et afin d'assurer un approvisionnement régulier du marché tout en diversifiant l'offre de produits halieutiques et aquacoles, le ministère œuvre à augmenter la production, en particulier pour combler les périodes de faible activité de la pêche. Pour atteindre cet objectif, un programme a été mis en place pour l'élevage de tilapia dans les bassins d'irrigation des terres agricoles disposant des infrastructures nécessaires, telles que des étangs ou de grands bassins d'irrigation capables d'accueillir de grandes quantités de poissons.

Dans ce cadre, 'Cosider Agriculture' (filiale du groupe Cosider) s'engage à multiplier sa production dans les bassins d'irrigation agricole des wilayas de Khenchela et de Biskra, a-t-il rappelé, affirmant que cette entreprise publique est «le premier producteur et fournisseur de ce type de poisson sur le marché national».

Le ministère a également lancé un vaste programme pour attirer davantage d'investisseurs et d'agriculteurs disposant de bassins d'irrigation, afin de les encourager à se lancer dans l'élevage de poissons, dans le cadre d'une stratégie visant à soutenir et diversifier la production nationale, a conclu Abderrahmane Hantour.

de la qualité et de la demande croissante sur les produits pharmaceutiques algériens», précisant que «plusieurs opérateurs, publics et privés, exportent leurs produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux vers plusieurs pays africains», indique un communiqué du ministère.

De son côté, Mme Mansouri a salué cette démarche, relevant «l'importance d'une participation active des opérateurs algériens aux différents salons et événements économiques organisés par les pays africains, afin de faire la promotion de la qualité des produits nationaux et de rechercher des marchés extérieurs», selon la même source.

Relations avec l'Algérie La guerre est-elle déclarée entre Macron et son ministre de l'intérieur ?

Le président de la République française a prononcé à partir du Portugal des propos apaisants censés atténuer cette crise dans les relations algéro-françaises, qui n'ont jamais atteint ce niveau de dégradation. Hélas, quelques heures à peine, après les propos du président français son haineux ministre de l'intérieur a remis une couche, en instruisant les services de la police des frontières de

refouler l'épouse de l'ambassadeur d'Algérie au Mali, en lui interdisant l'entrée sur le territoire français sous le prétexte qu'elle n'avait pas d'argent. Et pourtant l'épouse du diplomate était en règle, elle a présenté son certificat d'hébergement, un document d'assurance et la carte de crédit de son époux.

C'est la provocation de trop de ce ministre de l'intérieur, conseillé par ses

amis intimes. Les choses sont désormais claires, ce ministre de l'intérieur qui fait de l'Algérie son seul et unique programme a décidé de jouer la carte de la rupture avec l'Algérie sur le dos de son président.

L'Algérie qui est victime de ce double langage au sommet de l'Etat français ne peut plus rester les bras croisés et va prendre toutes les mesures de riposte qu'impose cette situation.



El Yazid Dib

Devant les impasses internes d'une politique huée presque par toutes les classes sociales ; la France tient à brandir, comme une échappatoire, le spectre effarant d'une immigration devenue, croit-elle, brutalement dangereuse. De surcroît lorsque celle-ci vise essentiellement la frange algérienne.

Le déficit de légitimité d'un gouvernement érigé à moitié mort, l'excès fiscal d'un budget à contre-courant de la petite gens, le chômage galopant, l'aigreur des gilets jaunes, les procès d'inceste, la perte d'audience internationale, les suicides successifs, la mal-vie ont fait qu'il faudrait cacher tout ça et braquer l'attention sur un épouvantail qui n'a pas lieu d'être.

Alors que le peuple français ami regarde avec inquiétude son quotidien, son gouvernement adopte un mode opératoire estampillé clairement d'une signature de la pire extrême droite. Il n'y a plus de «macronie», quasi centriste, il n'y a que le Rassemblement national sous différentes étiquettes. Le «Lepénisme» a ainsi investi les têtes qui jouent à l'alarmisme migratoire, tant à l'Elysée qu'à Matignon ou au Quai d'Orsay.

L'Algérie est devenue l'affaire idéale qui peut cacher les vraies affaires que vivent dans leur chair les citoyens français honnêtes. A défaut de pouvoir juguler les anicroches qui obstruent l'épanouissement de ce peuple, les suppôts, en charge de l'exécutif, ne trouvent que des faux-fuyants, des détournements de regards pour cibler l'un des sujets les plus prisés et usités dans la malversation communicative ; à savoir l'immigration et/ou l'insécurité.

Ils savent que c'est un créneau porteur. Apte à conquérir ceux qui cultivent la haine ou en mal d'inspiration pacifique. Néanmoins, l'Al-

Le culot des suppôts de la haine

gérie, pour la France n'est pas n'importe quel pays. L'histoire qui les lie est longue, pénible, terrifiante, chacun dans un rôle différent, n'est pas prête à s'oublier. Inutile de rappeler que c'est un pays souverain qui a arraché son indépendance au prix de suprêmes sacrifices.

La tête de veau de l'Europe et des affaires étrangères ou le visage rachitique de l'intérieur excite de jour en jour l'escalade d'une propagande qui ne réussira pas. Dans le même sillage, le chef de la primature se trouve mollement entraîné et ne sait quoi décider. Son gouvernement est dispatché entre l'obstination et la flexibilité diplomatique.

C'est leur dire que le meilleur «rapport de force» hypothétique à imposer n'est ni la suppression des visas qui sont déjà chiches, ni la dénonciation de l'accord de 1968, qui d'ailleurs ne rime à rien, ni la cessation des supposées subventions, ni l'arrêt des échanges commerciaux, mais l'essai d'une conquête à l'instar de celle de 1830. Ils savent qu'ils n'ont plus de général de Gaulle et qu'en face, il y a des milliers de Benboulaïd et de Amirouche. Leurs larbins locaux, progéniture postérieure de la promotion Lacoste, ne pèsent pas trop. Ils ne pourront jamais le faire. Le fellaga d'hier est devenu un officier professionnel, l'indigène un ingénieur, un médecin, un informaticien, un stratège.

L'Algérie et encore l'Algérie, cet alibi de toujours, ce pays qui est resté en travers de la gorge d'une caste politicienne en manque d'assumer ses tares. Cette nostalgie qui tend à exhumer les relents fétides d'une guerre perdue reste la carte idéale pour supplanter les vrais problèmes. Un paravent, un cache-poussière. Éviter la surenchère, les provocations, ne pas exacerber l'animosité, c'est un peu aller vers l'apaisement par une diplomatie mature et responsable.

Dédiée aux métiers du secteur minier Une école lancée fin 2026

Sonarem Ettakwine (formation), filiale du groupe minier industriel Sonarem, prévoit de lancer une école dédiée aux métiers miniers à Ain Taya (Alger) d'ici fin 2026, avec une capacité de 300 places pédagogiques, a indiqué son directeur général, M'hidi Djebbar.

Le projet, en phase de finalisation du cahier des charges, sera situé sur un site de quatre hectares ayant abrité une ancienne institution de formation a expliqué M. Djebbar à l'APS.

L'attribution du marché est prévue pour juillet prochain, a précisé le responsable, soulignant l'importance de cette initiative pour renforcer les compétences dans le secteur minier.

Dans la même optique, Sonarem Ettakwine prévoit également la création d'un institut spécialisé dans la formation aux explosifs des industries extractives et à la maintenance des engins, sur le site de l'ancienne école des mines d'El Abed, dans la wilaya de Tlemcen.

En parallèle, Sonarem Ettakwine

a assuré en 2024 pas moins de 174 actions de formation dans les métiers de la mine, au profit de 2.300 apprenants, dans des spécialités telles que la maintenance, la réparation d'engins et l'adaptation aux spécificités des postes de travail.

Créée en juillet 2023, la filiale a pour mission principale de former et développer les compétences nécessaires à l'exploitation minière. Elle joue un rôle clé dans l'accompagnement des grands projets du secteur, notamment le développement du gisement de fer de Gara Djebilet.

Ainsi, une session de formation a été menée au profit des travailleurs de l'Entreprise nationale de fer et de l'acier (Feraal), en prévision du lancement à grande échelle de ce projet stratégique. Entre 200 et 250 travailleurs seront recrutés et formés en 2025 pour accompagner cette montée en puissance, a précisé M. Djebbar.

Par ailleurs, dans le cadre du projet d'exploitation du gisement de zinc et de plomb de Tala Hamza-Amizour

(Béjaïa), 11 jeunes ont suivi une formation spécifique, combinant cours théoriques à Tala Hamza-Amizour et formation pratique dans les mines souterraines de Sétif.

Une autre session a été organisée à Amsmissa (Tamanrasset) en vue de la relance de l'exploitation de la mine d'or de la région. Sonarem Ettakwine est également présente dans les pôles miniers de Ouenza, Bir El Ater et Bled El Hadba (Tébessa), et prend en charge les formations en gestion des ressources humaines, management et comptabilité pour l'ensemble des filiales du complexe Sonarem.

Un pôle de recherche pour l'innovation dans le secteur minier dans une démarche de développement et d'innovation, Sonarem Ettakwine prévoit également la mise en place d'une unité de recherche, avec un noyau de spécialistes nationaux et internationaux. Cette structure ambitionne de créer un répertoire d'experts en appui à l'industrie minière et d'assurer des missions de conseil et d'expertise.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE CHLEF
DAIRA DE BENI-HAOUA
COMMUNE DE BENI-HAOUA
NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE: 02070110021

1MISE EN DEMEURE N°01

Conformément à l'article 149 du décret présidentiel N°15-247 du 09 septembre 2015, portant réglementation des marchés public et des délégations de service publics, L'entreprise SARL-SEVEN BAT. FERHAD AZEDDINE Domiciliée HAY BIR SAFSAF OUED FOUDDA WILAYA DE CHLEF titulaire de marché N° 05/2024 du 25/09/2024 relatif à la réalisation du projet «**Revêtement la route menant à dour meklouf passant par l'école primaire Bissa 1ère tranche sur 1 km Beni haoua**» Est mise en demeure, d'avoir reprise les travaux et renforcement du chantier en moyens humains et matérielle et augmentation du routine des travaux dans un délai de quarante huit (48) heur à compter de la première apparition du présent avis dans les quotidiens nationaux et/ou BOMOP, faute de quoi il sera procédé à la prise de disposition prévue par la réglementation en vigueur.

FAIT A BENI-HAOUA, LE:
LE PRESIDENT D'APC

ANEP N° 251600630 Le Quotidien d'Oran 02/03/2025

**EPE/Spa Laiterie Fromagerie TESSALA**

Filiale du groupe GIPLAIT, au capital social de 1 075 470 000 DA
N° d'identification fiscale : 0997 22 0022025 61
Route de Tenira Prolongée - B.P 157 Sidi Bel-Abbes ALGERIE
048 77-52-14 048 77-58-83
dg@lf-tessala.dz

AVIS D'INFRUCTUOSITE

Conformément aux dispositions du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, notamment l'article 40, l'EPE/Spa Laiterie Fromagerie TESSALA, filiale du Groupe GIPLAIT, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national et international restreint n°02/2024 portant :

- Fourniture, pose et mise en service de :
- Un refroidisseur de liquide à condensation par air ;
 - Un évaporateur multitubulaire pour ERTAD 180 SE Std.

qu'à l'issue d'une insuffisance de crédit, l'appel d'offres est déclaré infructueux.

ANEP N° 2531100181 Le Quotidien d'Oran 02/03/2025



EPE/Spa Laiterie Fromagerie TESSALA
au capital social de 1 075 470 000 DA NIF : 0997 22 0022025 61
Route de Tenira Prolongée - B.P 157 Sidi Bel-Abbes ALGERIE
Tel : 048 77-52-14 Fax : 048 77-58-83 Email : dg@lf-tessala.dz

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°04/2025

L'EPE/Spa Laiterie Fromagerie TESSALA lance un avis d'appel d'offres national restreint n°04/2025 pour :

Fourniture des boîtes en carton pour le Camembert avec papier cellulosique

Les entreprises intéressées sont invitées à retirer le cahier des charges contre le paiement d'une somme de dix mille (10.000) dinars. L'offre technique, administrative et financière seront déposées à l'adresse :

EPE/Spa Laiterie Fromagerie TESSALA
Route de Tenira Prolongée - B.P 157 Sidi Bel-Abbes
Secrétariat de la Direction Générale

L'enveloppe extérieure ne doit comporter que la mention :

Avis d'appel d'offres national restreint N°04/2025
Fourniture des boîtes en carton pour le Camembert avec papier cellulosique
« A NE PAS OUVRIR »

La date limite de remise des offres est fixée à vingt (20) jours à partir de la première parution du présent avis dans la presse nationale. L'ouverture des plis intervient le dernier jour de la date limite de dépôt des offres, à 14h00.

ANEP N° 2531100180 Le Quotidien d'Oran 02/03/2025



EPE/Spa Laiterie Fromagerie TESSALA
au capital social de 1 075 470 000 DA NIF : 0997 22 0022025 61
Route de Tenira Prolongée - B.P 157 Sidi Bel-Abbes ALGERIE
Tel : 048 77-52-14 Fax : 048 77-58-83 Email : dg@lf-tessala.dz

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°03/2025

L'EPE/Spa Laiterie Fromagerie TESSALA lance un avis d'appel d'offres national restreint n°03/2025 pour :

Fourniture de polystyrène

(emballage pour le conditionnement du fromage fondu en barquette)

Les entreprises intéressées sont invitées à retirer le cahier des charges contre le paiement d'une somme de dix mille (10.000) dinars. L'offre technique, administrative et financière seront déposées à l'adresse :

EPE/Spa Laiterie Fromagerie TESSALA
Route de Tenira Prolongée - B.P 157 Sidi Bel-Abbes
Secrétariat de la Direction Générale

L'enveloppe extérieure ne doit comporter que la mention :

Avis d'appel d'offres national restreint N°03/2025
Fourniture de polystyrène
(emballage pour le conditionnement du fromage fondu en barquette)
« A NE PAS OUVRIR »

La date limite de remise des offres est fixée à vingt (20) jours à partir de la première parution du présent avis dans la presse nationale. L'ouverture des plis intervient le dernier jour de la date limite de dépôt des offres, à 14h00.

ANEP N° 2531100179 Le Quotidien d'Oran 02/03/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MOSTAGANEM

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE

NIF- DHW = 098027019000436

Avis d'Appel d'Offre Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales N° .05.../2025

Opération: Renforcement en AEP des localités à travers les Communes de : Ain Tedles, Sidi Belatar et Sour à partir du système de dessalement (Wilaya de Mostaganem).

La Direction de L'hydraulique de la Wilaya de Mostaganem, lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales, pour la réalisation des travaux concernant les projets suivants:

Projets	Conditions d'éligibilités
Lot N° 01: Renforcement en AEP Belhadri 1 et 2 - Communes de Ain Tedles(Adduction + Réseau de distribution). Lot N°05: Renforcement en AEP douar Belmoulet - Communes de sour (Adduction + Réseau de distribution)	1- Capacités professionnelles: Disposer d'un certificat de qualification et classification professionnelle catégorie Trols (III) ou plus, activité principale Hydraulique, en cours de validité. 2- Capacités financières: Avoir un cumul de chiffre d'affaire des 03 dernières années (2021-2022-2023) supérieur ou égale à 15.000.000,00 DA, visées par les services des impôts. 3- Capacités techniques: Avoir réalisé au moins un projet de fourniture et pose de conduite PEHD différentes diamètres (Marché >à 12 000 000,00 DA ou deux conventions> à 6 000 000,00 DA de chaque convention), justifiés par des attestations de bonne exécution ou référence délivrées par le service contractant durant les dix (10 dernières années).
Lot N° 02: Réalisation d'un réservoir surélevé 250m3à Belhadri 2- Communes de Ain Tedles. Lot N° 04: Réalisation d'un réservoir surélevé 250m3à Sidi Belatar centre.	1- Capacités professionnelles: Disposer d'un certificat de qualification et classification professionnelle catégorie Quatre (IV) ou plus, activité principale Hydraulique en cours de validité. 2- Capacités financières: Avoir un cumul de chiffre d'affaires des 03 dernières années (2021-2022-2023) supérieur ou égale à 30.000.000,00 DA, visées par les services des impôts. 3- Capacités techniques: Avoir réalisé au moins un projet de réalisation d'un réservoir de 200m3 ou plus (Marché >à 12 000 000,00 DA ou deux conventions> à 6 000 000,00 DA pour chaque convention), justifiés par des attestations de bonne exécution ou référence délivrées par le service contractant durant les dix(10) dernières années).
Lot N° 03: Renforcement en AEP de la zone urbaine de Sidi Belatar centre (G.C et équipement d'une station de pompage avec conduite de refoulement). Lot N° 06: Renforcement en AEP des douar Menanda - Dhafif - Gueraoucha - Belmokhtar - Mekhatria - Cheragoua et Kesara à partir du système de dessalement (Commune de Sour) (G.C et équipement d'une station de pompage, y compris travaux de raccordement	1- Capacités professionnelles: Disposer d'un certificat de qualification et classification professionnelle catégorie Cinq (V) ou plus, activité principale Hydraulique code 34.709 en cours de validité. 2- Capacités financières: Avoir un cumul de chiffre d'affaires des 03 dernières années (2021-2022-2023) supérieur ou égale à 50.000.000,00 DA, visées par les services des impôts. 3- Capacités techniques: Avoir réalisé au moins un projet de réalisation de GC et Equipement d'une station de pompage ou relevage ou plus (Marché >à 12 000 000,00 DA ou deux conventions> à 6 000 000,00 DA pour chaque convention), justifiés par des attestations de bonne exécution ou référence délivrées par le service contractant durant les dix(10) dernières années).

Le Dossier de cahier des charges est u retiré par le soumissionnaire ou le candidat ou par leur représentant dès la parution du présent avis d'appel d'offres auprès la Direction de L'hydraulique de la wilaya de Mostaganem (bureau des marches) sise à la cité commandant Zaghoul- 27000 Mostaganem (Tél : 045.20.18.42/43, Fax : 045.20.26.74) ou E-mail : dhwmostaganem@yahoo.fr.

Le dossier du cahier des charges comprend les documents suivants : dossier candidature, une offre technique et une offre financière.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales n°/2025- l'objet de l'appel d'offres.

1- Le dossier de candidature: La déclaration de candidature; La déclaration de probité; Les statuts pour les sociétés, Attestation de dépôt légal des comptes sociaux, les pouvoirs du (ou des) signature (s) avec les preuves juridiques habilitant le (ou les) signataire (s) à présenter une offre et exécuter le marché au nom de l'entrepreneur (le cas échéant), Attestations de mise à jour CNAS, CASNOS, CACOBATPH, Registre de commerce (électronique) - Numéro d'identification fiscale (N.I.F) ou N.I.S - Extrait de rôle, certificat de qualification et de classification professionnels, les bilans des trois (03) années (2021-2022-2023), Les moyens Humains, Les moyens matériels, Références professionnelles.

2- L'offre Technique: La déclaration à souscrire ; le cahier des charges - L'instruction au soumissionnaire - Le cahier des prescriptions spéciales (CPS)- Planning d'exécution des travaux - Mémoire technique justificatif.

3. L'offre Financière: La lettre de soumission; Le bordereau des prix unitaires (BPU); Le détail quantitatif et estimatif (DQE);

NB : Se référer à l'article 07 de l'instruction aux soumissionnaires pour la liste détaillée des pièces exigées.

La durée de préparation des offres est de 15 Jours à compter à la première publication de cet avis. Les offres devront être déposées au niveau du bureau des marches de la direction des ressources en eau de la wilaya de Mostaganem cité Zaghoul-à compter de 10h30.

L'ouverture des plis techniques et financiers aura lieu au siège de la direction des ressources en eau de la wilaya de Mostaganem à 11H00, correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois.

Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531003274 Le Quotidien d'Oran 02/03/2025

Laghouat

Près de 30.000 capsules psychotropes interceptées

Les services de la Gendarmerie nationale à Laghouat ont saisi une quantité de psychotropes et arrêté un individu, selon un communiqué de ces services. "Cette affaire intervenant dans le cadre des efforts de lutte contre le crime organisé sous toutes ses formes a été enclenchée suite à des informations parvenues aux éléments du Groupement territorial de la gendarmerie nationale de Benacer Benchohra, faisant état de la présence d'un véhicule utilitaire à destination de Laghouat, transportant une quantité de psychotropes", précise le communiqué. Ainsi, "un plan bien ficelé a été mis en place, ayant abouti à l'interception dudit véhicule, au niveau de



la RN 01 reliant les wilayas de Laghouat et Ghardaïa, à Touissat plus précisément. Après avoir vérifié les papiers et fouillé le véhicule, les mêmes éléments ont découvert 29.684 capsules de type Prégabaline 300 mg, soigneusement dissimulées dans la caisse arrière du véhicule,

suite à quoi le mis en cause a été immédiatement interpellé et conduit au siège de la Brigade pour la poursuite de l'enquête. L'individu sera présenté devant les juridictions compétentes une fois les procédures légales parachevées, conclut le communiqué.

Mila

Une vingtaine de marchés de proximité ouverts

B. Bousselah

Pour garantir la disponibilité des produits de large consommation à des prix raisonnables, 19 marchés de proximité ont été ouverts sur le territoire de la wilaya dans le cadre de l'action de solidarité du mois de ramadhan, selon le directeur du secteur de commerce, Abdelouhab Khalfaoui, en visite à Ferdjiousa en compagnie d'un directeur de l'administration

centrale. Cette action a été possible grâce à l'ouverture notamment d'antennes d'entités publiques, à l'exemple d'Agrodiv, l'office interprofessionnelle de céréales (OAIC), office national de l'aliment du bétail (ONAB) et les abattoirs de l'Est (Skikda). Ceci en plus des autorisations remises par la direction du commerce à des surfaces commerciales, selon le même responsable. Outre les laiteries

de la wilaya, on cite, entre autres, l'apport du groupe Giplait de la région de Constantine qui approvisionne en lait en sachets les antennes de Mila, Grarem et Oued El Athemania. On signale, par ailleurs, que le wali s'est rendu au marché de gros de fruits et légumes de Chelghoum Laid actuellement dans sa dernière phase de réhabilitation avant de reprendre du service afin de contribuer à la baisse des prix.

Oum El Bouaghi

Un centre d'enfouissement bientôt réceptionné

Les travaux d'un centre d'enfouissement technique (CET) intercommunal (Dhalaa-El Djazia) dans la wilaya d'Oum El Bouaghi seront réceptionnés au cours du second trimestre 2025, selon le directeur local de l'environnement, Yacine Alloui. Le projet en cours de réalisation à Ras Zebar dans la commune de Dhalaa occupe un terrain de 10 hectares et mobilise une enveloppe financière de 234 millions DA du programme sectoriel.

Ce CET dont les travaux affichent un taux d'avancement de près de 75% comprendront une tranchée d'enfouissement de 435.000 m3, des bassins de décantation et une station de traitement des lixiviats en attendant la réception d'équipements dont un bulldozer, un camion-citerne et un retrochargeur, a précisé la même source. L'importance de cet équipement sera d'éradiquer les déchets sauvages sur les

territoires des communes de Dhalaa et d'El Djazia, générer des emplois et assurer une prise en charge écologique des ordures ménagères, a indiqué le responsable du secteur.

Tébessa

Deux morts dans une collision

Deux personnes ont trouvé la mort samedi dans un accident de la circulation survenu, dans la commune d'El Ma Labiod, a-t-on indiqué dans un communiqué de la cellule de communication de la direction de wilaya de la Protection civile. L'accident dû à une collision entre une voiture et un camion survenu sur la RN-16 au lieu-dit Berzgal a occasionné la mort d'un homme de 44 ans et une femme de 26 ans dont les corps ont été évacués par les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de la daïra d'El Ma Labiod vers la morgue des services des urgences de la structure de santé d'El Ma Labiod, a précisé le document. Les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident, est-il précisé.

Alger

Un plan sécuritaire spécial Ramadhan

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont mis en place un plan sécuritaire spécial pour le mois sacré de Ramadhan, qui prévoit une série de mesures visant à assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens, selon un communiqué de ces services.

Les formations sécuritaires mobilisées veilleront à "garantir la couverture sécuritaire à travers tout le territoire de compétence, notamment au niveau des marchés, des mosquées, des places et espaces publics, des lieux de loisirs et des gares de transport des voyageurs (routières, ferroviaires et tramway)", précise la même source.

"En prévision du mois de Ramadhan, la Sûreté de la wilaya d'Alger a mis en place un plan de sécurité spécial comprenant un ensemble de mesures visant à protéger les citoyens et leurs biens", précise le communiqué.

Les formations sécuritaires mobilisées veilleront à "garantir la couverture sécuritaire à travers tout le territoire de compétence, notamment au niveau des marchés, des mosquées, des places et espaces publics, des lieux de loisirs et des gares de transport des voyageurs (routières, ferroviaires et tramway)", précise la même source.

ront à "garantir la couverture sécuritaire à travers tout le territoire de compétence, notamment au niveau des marchés, des mosquées, des places et espaces publics, des lieux de loisirs et des gares de transport des voyageurs (routières, ferroviaires et tramway)", précise la même source.

Un dispositif spécial sera également déployé pour "sécuriser les fidèles au niveau de Djamaâ El Djazair".

Les services opérationnels assureront également la sécurité des différentes manifestations culturelles, artistiques et sportives qui seront organisées dans leur territoire de compétence, et ce, à travers des brigades fixes, mobiles et pédestres, ajoute le communiqué.

Les mêmes unités veilleront à "assurer la fluidité du trafic routier et la sécurisation des principaux axes routiers notamment durant les heures de pointe et les minutes précédant la rupture du jeû-

ne, en sus de sensibiliser les conducteurs aux dangers des accidents de la route et au non respect du code de la route à l'instar de l'excès de vitesse". "Des brigades de police urbaine et de protection de l'environnement veilleront à assainir la périphérie des marchés et des espaces publics des vendeurs illicites, tout en intensifiant les patrouilles pour lutter contre les parkings anarchiques et dresser des contraventions à l'encontre des auteurs d'infractions liées à la santé et à l'environnement", selon la même source.

Des brigades de police judiciaire intensifieront leurs patrouilles pour lutter contre les délits et crimes d'atteintes aux personnes et aux biens et préserver l'ordre public.

Les services de la Sûreté d'Alger rappellent aux citoyens le numéro vert 1548, le numéro de secours 17 et l'application "Allo Chorta" pour signaler toute infraction.

Tizi-Ouzou

Numérisation du service de médecine légale du CHU

Le service de médecine légale du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Nedir Mohamed de Tizi-Ouzou a bénéficié des équipements nécessaires pour permettre la numérisation de l'ensemble de ses prestations, a annoncé jeudi le Professeur Rachid Belhadj, président de l'Académie algérienne pour le développement de la médecine légale.

S'exprimant lors d'une journée sur "Le développement de la médecine légale en Algérie" organisée par la même institution sanitaire, le Pr Belhadj a indiqué qu'à l'instar de ceux de plusieurs CHU du pays, le service de médecine légale du CHU Nedir Mohamed a bénéficié d'une modernisation complète de son service de médecine légale.

Cette modernisation des moyens de travail de ce service "constitue un saut qualitatif dans le traitement des dossiers des patients et offrira plus d'efficacité dans la coordination avec les instances judiciaires et sécuritaires", a-t-il estimé.

Elle permettra, également, "le signalement rapide et sécurisé, aux autorités compétentes, des informations concernant les crimes et autres violences subies par les patients, notamment, celles faites aux femmes et aux enfants", a-t-il ajouté.

De son côté, le Pr Si Hadj Mohand, chef de service du service de médecine légale du CHU Nedir Mohamed, a indiqué que cette nouvelle acquisition est "un apport considérable" qui permettra à son service d'être "plus performant et efficace dans la prise en charge des patients et aussi du traitement de leurs dossiers".

"Cela permettra d'avoir un archivage numérisé actualisé avec un accès facile, de même qu'elle facilitera la coordination avec les différents partenaires, notamment, les services de sécurité et les magistrats", a expliqué le professeur.

Il a, par ailleurs, fait savoir qu'un projet de délocalisation des locaux du service vers une structure plus adaptée et l'acquisition d'un nouveau matériel a eu l'aval de l'administration du CHU.

Bouira

Une bande de quartier arrêtée

Farid Haddouche

Suite à un rapport relatant une attaque d'un des magasins de la wilaya de Bouira par un groupe d'individus, la brigade de recherche et d'intervention de la police judiciaire de la sûreté de

wilaya, s'est rendue sur les lieux. La bande composée de 4 personnes, âgées de 25 à 48 ans, a été arrêtée en possession d'armes blanches.

Les mis en cause ont été déférés devant les autorités judiciaires compétentes, pour associa-

tion de malfaiteurs en constituant une bande de quartier commettant des actes dans le but de créer un climat d'insécurité dans les quartiers résidentiels, port d'armes blanches, en exposant autrui au danger et troublant l'ordre public.

Quatre blessés dans un accident de bus

Farid Haddouche

Quatre personnes ont été blessées dans un accident de la circulation survenu hier, samedi, sur la

route du contournement d'Oued El Berdi, dans la commune de Bouira. Les services de la protection civile sont intervenus à 12h29 en raison d'un

accident de bus sur la route de contournement d'Oued El Berdi, dans la commune de Bouira. L'accident a fait 4 blessés, qui ont été évacués à l'hôpital.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

02 ramadhan 1446

El Fedjr 05h52 Dohr 13h00 Assar 16h14 Maghreb 18h47 Icha 20h05



El Hamri Vaste opération de lutte contre les extensions illégales

Conformément aux instructions des pouvoirs publics visant à lutter contre les extensions anarchiques, à freiner les atteintes au domaine public et à restituer aux citoyens leur droit à l'usage des trottoirs, une opération de libération des espaces publics a été menée la semaine passée au quartier El Hamri.



J. Boukraa

La cellule de l'environnement et de la protection du cadre de vie, relevant du cabinet du wali, en coordination avec les services de sécurité et la commune d'Oran, a procédé à la suppression de quatre extensions commerciales illégales dans la délégation communale d'El Hamri. Cette action s'inscrit dans une démarche plus large visant à rétablir l'ordre et à préserver l'espace public pour l'ensemble des citoyens. L'opération se poursuivra à travers toutes les communes de la wilaya afin de libérer les trottoirs, routes et places publiques occupés sans autorisation, garantissant ainsi un cadre de vie plus organisé et respectueux des droits de chacun. L'opération, qui a consisté à démonter des installations illégales et à libérer les trottoirs encombrés, vise à restaurer l'ordre dans des zones particulièrement affectées par des pratiques non autorisées.

Il s'agit non seulement de libérer les trottoirs pour les piétons, mais aussi de réguler les occupations abu-

sives des routes et des places publiques par certains commerces ou installations informelles.

Cette initiative dépasse les limites du quartier El Hamri, car les autorités ont annoncé qu'elle sera élargie à l'ensemble des municipalités de la wilaya d'Oran. Tous les espaces publics exploités sans autorisation seront ciblés, que ce soit des trottoirs, des routes ou des places. Les résultats attendus sont nombreux. En premier lieu, une meilleure fluidité pour les piétons, souvent contraints de marcher sur les routes à cause des obstacles illégaux. En second lieu, cette démarche vise à renforcer la réglementation et à sensibiliser les commerçants ainsi que les citoyens à l'importance de respecter les espaces communs. Cette initiative contribue à l'amélioration de l'environnement urbain, en faisant de l'espace public un lieu plus accueillant et accessible.

Les responsables de différentes APC de la wilaya d'Oran ont maintes fois mis en garde les gérants de cafétérias, crémeries et autres qui exploitent des placettes et des trot-

toirs sans la moindre autorisation des services de l'APC. La loi interdit tout squat d'espaces publics, exposition de marchandises sur la voie publique et exercice d'activité contraire au registre de commerce. La loi est claire, quand il s'agit d'un trottoir exigu le commerçant n'a aucun droit d'occuper l'espace.

Mais quand le trottoir mitoyen au commerce est assez large, le propriétaire du café ou du commerce doit se rapprocher des services de la commune et déposer une demande pour l'exploitation d'une partie de l'espace. Au cas où la demande est acceptée, tout commerçant doit verser une redevance sur la base d'un contrat avec les services de la commune. L'exploitation légale des espaces publics pourrait engendrer des droits et taxes à partir des panneaux publicitaires (un marché jueteux qui échappe totalement à la commune), des terrasses de café et autres établissements similaires qui occupent la voie publique. Mais rares sont ceux qui le font. Cette situation est à l'origine d'un préjudice financier.

Laboratoire central du CHUO Un renforcement des équipements du service de biochimie

J. Boukraa

Dans le cadre de l'amélioration continue des services de santé, le laboratoire central du Centre hospitalo-universitaire d'Oran Dr Benzerdjeb a récemment renforcé son service de biochimie en activant de nouveaux équipements de pointe à l'instar des automates.

Cette modernisation vise à mieux répondre aux besoins croissants des

patients et du public, en garantissant des analyses plus rapides, précises et fiables. Aussi l'unité d'hormonologie et des marqueurs tumoraux bénéficie désormais d'un automate de biochimie mis à jour avec de nouveaux réactifs, améliorant ainsi la qualité. De plus, des équipements sophistiqués ont été acquis pour optimiser la prise en charge des patients, permettant une capacité d'analyse accrue et une meilleure

détection des pathologies.

Ce renforcement technologique s'accompagne également d'une réorganisation du service, avec la mise en place d'une prise en charge continue 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, garantissant ainsi un accès permanent aux examens médicaux. L'objectif est d'améliorer la fluidité des diagnostics, de réduire les délais d'attente et d'assurer un suivi plus efficace des patients, en particulier ceux nécessitant une surveillance régulière. Ces avancées témoignent de la volonté des autorités sanitaires de moderniser les infrastructures hospitalières et de garantir un service de santé performant, réactif et adapté aux besoins des citoyens.

Ce développement s'inscrit aussi dans une démarche globale d'amélioration des soins, mettant la technologie et l'innovation au service du bien-être des patients.

Résorption de l'habitat précaire Plus de 540 familles relogées depuis le début de l'année

D. B.

Dans une déclaration à la presse en marge de l'opération de relogement de 199 familles de Ain El Beïda et El Makkari, le wali d'Oran a indiqué que depuis le début de l'année en cours 543 familles ont été relogées, dont environ 300 familles vivant dans des vieux bâtis dans le quartier historique «Sidi El Houari» dans de nouveaux logements à Misserghine, 9 familles du quartier «El Hamri» et 27 autres familles vivant dans des logements précaires au niveau de la délégation communale «El Makkari», ainsi que 11 familles dans la délégation communale «Mahieddine». L'opération a également concerné le relogement de 10 familles habitant dans un vieil immeuble à Haï «Oussama», dans la délégation communale El Mokrani, ainsi que 16 familles d'un autre immeuble situé à Haï El-Khaldia à Oran. Ces familles ont été relogées à Misserghine et dans les nouveaux pôles urbains de Ouled Tlélat, Belgaid et au niveau du site des 1201 logements publics locatifs du quartier «La Pépinière», dans la commune de Bir El-Djir. Le même responsable a précisé que les terrains récupérés seront destinés à la réalisation d'équipements publics ou aménagement d'espaces verts.

Par ailleurs, les opération de relogement initiées durant l'année 2024 ont permis aux services de la wilaya d'attribuer près de 5.000 logements toutes formules confondues et d'éradiquer d'importantes poches d'habitats illicites. Selon un récent bilan des services de la wilaya, ce quota vient s'ajouter à plus de 30.000 unités distribuées ces dernières années à Oran. Aussi quatre grands bidonvilles ont été rasés et un important portefeuille foncier récupéré.

Avec le relogement de près de 3.000 familles le 1^{er} novembre dernier, la wilaya d'Oran aura distribué près de 5.000 logements toutes formules confondues au courant de l'année 2024. Le gros lot de ces attributions a ciblé les mal-logés, occupant les bidonvilles et les immeubles menaçant ruine, notamment les bénéficiaires de la formule à points. Le 1^{er} novembre dernier, l'ex-wali d'Oran, Saïd Sayoud, avait présidé une cérémonie marquante consacrée à la remise de 2.879 décisions de bénéfice pour divers types de loge-

ments, destinée à plusieurs catégories de la population.

Les logements se répartissent de la manière suivante : 1.639 logements publics locatifs sont dédiés aux familles à revenus modestes, offrant un habitat abordable et contribuant ainsi à une meilleure qualité de vie pour ces bénéficiaires. 1.000 logements en vente par location (AADL), ce programme permet aux citoyens d'acquérir un logement par un système de location-vente, facilitant ainsi l'accès à la propriété pour de nombreux ménages. 40 logements promotionnels aidés (LPA), ces logements s'adressent aux citoyens ayant un revenu intermédiaire, leur permettant d'accéder à un logement à des conditions avantageuses. 200 aides pour le logement rural destinées aux habitants des zones rurales, ces subventions facilitent la construction ou la rénovation de logements dans leurs régions d'origine.

Contrairement aux autres wilayas, les autorités locales et à leur tête l'ex-wali d'Oran ont décidé de faire de l'éradication de l'habitat précaire l'une des priorités de la wilaya. Avec le relogement dans les tout prochains jours de quelque 300 familles de Mers El Hadjadj et le dernier relogement de 191 familles occupant le bidonville «Trig El Gaz», à Sidi El Bachir, dans la commune de Bir El Djir, la wilaya d'Oran a entamé depuis le début de l'année 2024 une nouvelle phase de relogement qui a touché les familles occupant le bidonville Sbi-ka à Es-Sénia, ainsi que le reste des familles occupant le bidonville de Ras El Ain. Au total, près de 2.000 logements ont été destinés au relogement des familles dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire et la lutte contre les bidonvilles. 900 familles ont été relogées durant le mois d'avril dernier à Chehairia (Bethioua) et à Oued Tlélat. Parmi ces familles, 883 qui occupaient des habitations précaires à Ras El Ain (commune d'Oran) ont bénéficié de logements neufs (LPL) implantés à Chehairia (commune de Bethioua), alors que 17 autres familles, qui occupaient des constructions illicites situées dans une l'exploitation agricole «Khemisti», sise à Ain El Beïda, dans la commune d'Es-Sénia, ont bénéficié du même type de logements au niveau du pôle urbain de Oued Tlélat.

Hassi Benokba et Hassi Bounif D'importants projets pour améliorer le cadre de vie des habitants

Les communes de Hassi Benokba et Hassi Bounif (wilaya d'Oran) ont bénéficié de plusieurs projets dans divers secteurs, qui ont fait l'objet d'une visite d'inspection du wali, Samir Chibani, mercredi. A cette occasion, le wali a insisté sur l'importance du respect des délais d'exécution des projets en cours dans la wilaya, tout en veillant aux normes de qualité. Lors de son inspection du siège de la commune de Hassi Benokba, le wali souligné la nécessité d'améliorer la qualité des services publics offerts aux citoyens de cette collectivité locale où il a également inspecté les travaux d'aménagement d'un bureau de poste. A Hassi Bounif, le wali a visité le chantier de réalisation d'un

groupe scolaire au quartier «Mohamed Boudiaf», comprenant 12 classes, un réfectoire et des infrastructures sportives. Le premier responsable de l'exécutif de la wilaya d'Oran a insisté sur la livraison du projet avant les délais impartis «afin qu'il soit prêt pour la prochaine rentrée scolaire».

En inspectant le projet de 150 logements sociaux à Hassi Amer, il a annoncé que ces logements seront attribués à leurs bénéficiaires lors de la célébration de la fête de l'indépendance. Par ailleurs, dans le quartier de «Zouia», il a inspecté le chantier de conversion d'un marché couvert désaffecté en salle omnisports, en insistant sur la nécessité de finaliser les travaux dans un délai de trois mois.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Semain Yamina, 82 ans, Terrain Ghazal
Benzina AEK, 86 ans, Haï Bouamama
Benouna Otmene, 66 ans, Ain El Turk
Lazreg Omar, 61 ans, Les Castors

Horaires des prières pour Oran et ses environs

02 Ramadhan 1446				
El Fedjr 06h09	Dohr 13h15	Assar 16h30	Maghreb 19h03	Icha 20h20



Mascara Des mesures pour renforcer l'alimentation en eau



L'unité de «l'Algérienne des eaux» de la wilaya de Mascara a pris des mesures visant à renforcer l'approvisionnement en eau potable durant le mois de Ramadhan, a-t-on appris de cette unité.

Ces mesures prises en coordination avec la direction de l'hydraulique «comprennent l'achèvement du raccordement de la station de pompage 4 du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO) au système des eaux de surface à partir du couloir Bouhanifia-Tizi, ce qui permettra d'améliorer l'alimentation en eau lors des arrêts pro-

grammés du système «MAO», a fait savoir la même source. L'unité a également achevé les opérations de maintenance de la conduite du système de transfert «MAO» au niveau du couloir de Mascara.

En outre, l'alimentation en eau potable des zones rurales de la commune d'El-Ghomri a été renforcée par le renouvellement de 500 mètres linéaires de canalisation de diamètre de 110 millimètres. Par ailleurs, la mise en service d'une opération de renforcement de l'approvisionnement en eau potable des quartiers de la ville de Mohammadia a été effectuée grâce à l'ins-

tallation d'une nouvelle pompe avec un débit de 15 litres par seconde, indique-t-on de même source. Plus de 30 équipes techniques ont été mobilisées au niveau des huit centres affiliés à cette unité pour intervenir immédiatement en cas de fuites sur les conduites d'adduction et de distribution, ainsi qu'en cas de pannes techniques sur les installations hydrauliques relevant de cette unité. Neuf camions-citernes de grande capacité ont été également réquisitionnés pour l'approvisionnement en eau des zones rurales isolées en cas de perturbations et de coupures.

Wilayas de l'Ouest Les commerces sous surveillance

Pas moins de 71 marchés de solidarité de proximité ont été ouverts, à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, dans six wilayas de l'ouest du pays, a-t-on appris auprès de la direction régionale du Commerce intérieur et de la Régulation du marché de la région de Saïda.

Le directeur régional par intérim, Akacha Bouguenina, a indiqué, à l'APS, que ces marchés de proximité ont été ouverts dans les wilayas de Saïda, Tissemsilt, Chlef, Relizane, Mascara et Tiaret, ainsi que dans la wilaya déléguée de Ksar Chellala (Tiaret).

Ces marchés de solidarité, orga-

nisés chaque année conformément aux instructions du ministère de tutelle, connaissent cette année la participation de plus de 615 opérateurs économiques, qui proposent divers produits alimentaires de première nécessité, ainsi que des légumes et fruits, proposés à des prix étudiés, selon la même source.

S'agissant du contrôle et de la régulation du marché, le responsable a indiqué que les directions du Commerce des wilayas concernées vont déployer leurs équipes de contrôle, tout au long du mois sacré, pour lutter contre la spéculation et

les pratiques illégales, et pour assurer un contrôle strict des conditions d'exposition et de vente des produits de consommation, en coordination avec les organismes compétents.

A noter que le wali de Saïda, Amoumene Mermouri, a supervisé, mercredi dernier, l'ouverture d'un marché couvert de solidarité, comprenant 77 stands, au chef-lieu de wilaya. Six marchés de solidarité ont été ouverts à travers la wilaya, offrant une large gamme de produits de consommation courante, en plus des légumes et des fruits, a précisé M. Bouguenina.

Saïda L'université investit dans la technologie et l'innovation

L'Université "Dr Moulay Tahar" de Saïda a annoncé, dernièrement, le lancement d'un projet d'espace de simulation immersive et de la plateforme "Métavers" pour la réalité virtuelle destinée à l'enseignement de la médecine, dans le cadre du processus de numérisation de l'enseignement médical et du développement des connaissances des étudiants dans ce domaine. Le projet, créé grâce aux technologies de la réalité virtuelle, offre un environnement éducatif avancé et interactif, fondé sur l'enseignement immersif et repose sur des technologies modernes, notamment la dernière version d'une table de dissection algérienne et des écrans géants pour renforcer l'expérience d'apprentissage immersive. Le projet comprend également

20 casques de réalité virtuelle permettant d'explorer les organes humains en 3D, ainsi qu'une application logicielle avancée, selon les explications fournies par le professeur en informatique, Rachid Ghazi. Ce projet, supervisé par l'Université de Saïda en collaboration avec les startups "Digi Roots" et "Anatomy" et la société "Condor Electronics", s'inscrit dans le cadre de la numérisation et de la modernisation des méthodes d'enseignement des sciences médicales. Il offre aux étudiants et aux universitaires des outils technologiques avancés qui favorisent l'interaction et l'expérience sensorielle directe, contribuant ainsi à améliorer la qualité de l'enseignement médical, selon la même source. Pour sa part, le recteur de l'Université de Saïda, Fathallah Teb-

boune, a souligné que cet établissement universitaire confirme son engagement à développer l'enseignement supérieur et la recherche scientifique à travers l'investissement dans la technologie et l'innovation. Ce projet ambitieux fait suite au succès du prototype de la première table de dissection algérienne innovante, développée par l'Université "Dr Moulay Tahar" de Saïda, et annoncée en avril dernier lors du Salon international des équipements de santé d'Oran, a ajouté le même responsable.

Le lancement de ce projet innovant a été marqué par la présence du wali de Saïda, Amoumen Mermouri, qui a salué cette innovation visant à développer les connaissances des étudiants en médecine à l'université.

Bordj Badji Mokhtar La production de lait pasteurisé en hausse

La laiterie El Wafa de Bordj Badji Mokhtar compte augmenter sa production quotidienne en lait pasteurisé subventionné, de 9.000 litres à 11.200 par jour durant ce mois de Ramadhan, pour assurer un approvisionnement stable dans cette wilaya, ainsi que pour d'autres wilayas avoisinantes, selon le chargé de communication de cette entreprise.

Dans une déclaration à l'APS, Tati Bilal a indiqué que "la laiterie compte augmenter sa capacité de production à plus de 11.200 litres de lait/jour durant le mois sacré", soulignant "l'engagement de l'entreprise à assurer la disponibilité de ce produit alimentaire de base". "Cette production de lait pasteurisé subventionné attendue, renforcera les quantités commercialisées également par d'autres laiteries au niveau national, ce qui permettra de satisfaire plus de

80 % des besoins de la wilaya", a-t-il ajouté.

A l'augmentation de la quantité de lait pasteurisé, s'ajoute celle d'autres produits dérivés, dont le lait fermenté (L'ben) qui devra s'élever à 1.000 litres quotidiennement, en plus de diverses variétés de jus de fruits, selon la même source.

Entrée en service en novembre dernier dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, la laiterie El Wafa est le fruit d'investissement privé, dont la production atteignait 9.000 litres de lait pasteurisé subventionné/jour.

Elle a bénéficié de toutes les facilités et de l'accompagnement nécessaires, pour assurer la production de ce produit de large consommation aux citoyens de cette région frontalière au prix réglementé de 25 DA, outre sa contribution à la création d'emplois au profit de la main d'œuvre locale.

Aïn Temouchent Des marchés de proximité pour faire baisser les prix



Huit marchés de proximité ont été ouverts dans la wilaya d'Aïn Temouchent pour ce mois de Ramadhan.

Ces marchés sont ouverts dans le quartier Les Oliviers à Aïn Temouchent et dans les communes de Chentouf, El-Malah, El-Amria, Hammam Bouhadjar, Aïn Larbâa, Beni Saf et Aïn Kihel.

De même, il est prévu des caravanes commerciales pour la vente directe au profit des habitants de la commune de

Ouled Hassane. Ces marchés de solidarité, prévus pour le mois de Ramadhan, proposent divers produits de consommation à des prix compétitifs.

La wilaya dispose de trois points de vente appartenant au groupe public "Agrodiv", ainsi que cinq points de vente directe gérés par les coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) dans les communes de Hammam Bouhadjar et Aïn Temouchent, qui sont en activité permanente.

Tiaret Une initiative d'habitants saluée

El-Houari Dilmi

C'est une belle initiative que celle d'un groupe d'habitants de la célèbre rue "Emir Abdelkader" (ex-rue Bugeaud), qui ont décidé de donner à cette grande artère commerçante un visage plus amène. En effet, grâce à une cagnotte collectée auprès des habitants du quartier, des panneaux lumineux suspendus ont été placés tout au long de la grande artère, ainsi que des horloges de rue installées à l'entrée de la plus prestigieuse rue commerciale de la vil-

le. Une belle initiative saluée par le premier responsable de la wilaya, qui a appelé les citoyens à prendre exemple sur ce groupe de jeunes qui ont décidé de s'impliquer activement dans l'amélioration de leur cadre de vie.

D'autres associations et comités de quartier se sont également impliqués dans le nettoyage de leurs cités, en organisant le ramassage des ordures ménagères, l'élagage des arbres ou encore le ravalement des façades, le tout sur leur propre budget. Des initiatives qui méritent d'être généralisées.

Les cinquante ans d'immunisations réussies doivent continuer cinquante autres années

GENÈVE Il y a de bonnes chances que vous connaissiez l'une des 154 millions de personnes qui au cours des 50 dernières années ont été sauvées d'une mort évitable grâce à une campagne d'immunisation. Vous pourriez être l'une d'entre elles. En fait, si l'on étudie le dernier demi-siècle, il n'est pas aisé de déterminer quel instrument de santé publique a eu plus de retombées positives que la vaccination, ou qui a fait plus pour favoriser l'équité sanitaire dans le monde.



PAR SANIA NISHTAR

Directrice exécutive de Gavi, l'Alliance du vaccin.

Les programmes courants d'immunisation, autrefois la chasse gardée des pays nantis, existent maintenant dans tous les pays, en raison de l'engagement historique que les États membres de l'Organisation mondiale de la santé ont pris en 1974 pour établir ce qui est connu sous le nom du Programme essentiel sur l'immunisation. À l'origine, ce programme visait principalement à assurer un accès universel aux vaccins contre la tuberculose, la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, la poliomyélite et la rougeole - toutes des maladies mortelles pour les enfants. Aujourd'hui, 84 % des enfants dans le monde sont immunisés contre ces six maladies, par rapport à seulement 5 % en 1974.

Mais ces progrès n'ont pas été réalisés facilement. Après des gains rapides dans la couverture d'immunisation au cours des années 1980, celle-ci a perdu de son élan dans les années 1990. Le principal problème était que les pays à plus faibles revenus ne disposaient pas assez des ressources et d'infrastructures pour soutenir les programmes d'immunisation. De plus, les marchés des vaccins étaient fragmentés et dysfonctionnels : les pays dépendent d'un nombre restreint de producteurs et l'incertitude quant à l'ampleur de la demande dissuade les nouvelles entreprises d'entrer sur ce marché.



C'est dans un tel contexte qu'est intervenu Gavi, l'Alliance du vaccin. L'organisme a été fondé en 2000 pour rallier les points forts des secteurs public et privé. L'idée était qu'en forgeant de nouveaux partenariats, Gavi pourrait améliorer l'accès aux vaccins contre un éventail élargi de maladies infectieuses dans un pays à revenu plus faible et des communautés marginalisées.

Dans les décennies qui ont suivi, Gavi a contribué à protéger plus d'un milliard d'enfants et à retrancher la moitié du taux de mortalité infantile dans 78 pays, tout en générant des avantages économiques importants. Pendant ce temps, la plupart des pays que Gavi aidait ont continué à augmenter le financement des campagnes de vaccination, plaçant de tels programmes sur des assises plus viables et créant un point d'entrée pour les autres services sanitaires.

Le cinquantième anniversaire du programme est un moment propice pour célébrer les millions de vies sauvées grâce aux campagnes d'immunisation régulières ainsi qu'aux effectifs sanitaires qui ont consacré des efforts considérables, la plupart du temps dans des environnements des plus exigeants, pour réaliser les objectifs du programme. Mais c'est également une occasion de réfléchir sur ce qu'il reste à accomplir. Selon nos estimations, environ un enfant sur dix dans les pays à faible revenu n'a jamais été vacciné. Ces enfants non vaccinés résident souvent dans des collectivités défavorisées où sévissent des conflits et des déplacements de population, dans des pays dont les réseaux de santé sont extrêmement fragiles et qui n'offrent aucun accès aux soins de première ligne.

La persistance des progrès dépend de notre capacité de desservir ces collectivités marginalisées. C'est pourquoi, depuis mon entrée en fonction en mars à titre de directrice exécutive, ma grande priorité a été de veiller à ce que les efforts de

Gavi tiennent compte des besoins et des expériences des collectivités et des pays que nous desservons. À un moment où les conflits armés, les tensions géopolitiques et les changements climatiques font les gros titres, cet anniversaire devrait aussi servir de rappel que nous pouvons encore atteindre des résultats concrets lorsque nous travaillons de concert. Chaque vaccination offre l'espoir d'un avenir plus serein. Et alors que nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère d'immunisation, il y a lieu d'être optimiste.

Ainsi, depuis 2022, un nombre record de femmes sont protégées par le vaccin contre le virus du papillon humain (VPH), qui les immunise contre la principale cause du cancer du col de l'utérus. De plus, nous avons également pour objectif ambitieux d'immuniser 86 millions de jeunes filles contre le VPH dans les pays aidés par Gavi d'ici la fin 2025. Et cette semaine, trois autres pays africains se joindront au Burkina Faso et au Cameroun pour le déploiement du tout premier vaccin contre le paludisme - un développement qui semblait impossible il y a à peine quelques décennies.

L'avenir des vaccins semble encore plus prometteur. Il est possible qu'avant la fin de la décennie, un nouveau vaccin soit administré contre la tuberculose — l'un des plus anciens fléaux frappant le genre humain. À plus long terme, nous pourrions même voir des vaccins administrés au moyen de pansements à micro-aiguilles dissolvantes au lieu de seringues.

Dans le demi-siècle depuis que l'OMS a constitué le programme essentiel d'immunisation, les pays du monde entier ont démontré une capacité remarquable à s'accorder sur la question cruciale de la vaccination. Au moment de l'intensification de la polarisation politique et de la fragmentation mondiale, nous devons nous engager à bâtir un monde meilleur pour les 50 prochaines années.

Traduit de l'anglais par Pierre Castegnier

Une vérité intermédiaire dans la confusion de l'inflation

BERKELEY L'obsession de l'inflation dure depuis trois ans précisément parmi la profession économique. La dernière fois que l'inflation de l'indice des prix à la consommation aux États-Unis (ensemble des produits, variation en pourcentage sur 12 mois) s'est située au niveau ou en dessous de l'objectif de 2% fixé par la Réserve fédérale, c'était en février 2021, il y a exactement 36 mois.



PAR BARRY EICHENGREEN

Professeur d'économie et de sciences politiques à l'Université de Californie de Berkeley.*

Cet épisode récent d'inflation supérieure à l'objectif présente actuellement plusieurs signes semblant indiquer sa fin, même si rien n'est certain en la matière. Un nouveau choc - d'éventuelles secousses sur les marchés financiers, ou un événement géopolitique majeur - pourrait encore anéantir l'actuelle trajectoire de désinflation. Il n'en demeure pas moins que, pour l'heure, cette trajectoire semble se diriger vers les 2%.

On pourrait espérer avoir tiré quelques enseignements de ces trois années douloureuses. Par le passé, de fortes augmentations de prix ont conduit à des progrès dans la gestion de l'inflation. Certains épisodes nous ont enseigné l'importance de préserver l'indépendance des banques centrales, afin qu'elles puissent réagir sans être entravées par des considérations politiques. D'autres nous ont appris la nécessité de voir les banques centrales établir une hiérarchie des priorités politiques, et communiquer ces priorités aux marchés financiers ainsi qu'au public.

Or, cette fois, il n'est pas certain que quelque enseignement ait été tiré. La réflexion demeure en effet confuse autour des causes de l'inflation récente, et des raisons pour lesquelles les augmentations de prix semblent actuellement s'atténuer.

La principale confusion concerne le rôle de la Fed. Mérite-t-elle qu'on lui reproche l'augmentation de l'inflation observée depuis le début de l'année 2021, et qu'on lui attribue le crédit de la récente atténuation de celle-ci ?

Pour certains, l'accélération de l'inflation n'a aucunement ré-

sulté de la politique monétaire, mais plutôt de chocs d'offre : baisses de la participation à la main-d'œuvre en raison du COVID-19, perturbations sur les chaînes d'approvisionnement, et pénuries énergétiques. Ils considèrent que la Fed a réagi certes lentement, mais judicieusement, et qu'une réaction plus précoce n'aurait pas permis d'améliorer la disponibilité des semi-conducteurs, ou de maîtriser l'inflation causée par les pénuries d'intrants. Une réaction trop rapide n'aurait fait qu'aggraver la récession économique qui a commencé à se dessiner en 2020 et début 2021.

Dans le même ordre d'idées, certains considèrent que la Fed n'a joué qu'un rôle minime dans la récente atténuation de l'inflation. Si l'inflation a diminué une fois réparées les chaînes d'approvisionnement qui avaient été brisées, et une fois de retour les travailleurs écartés de la main-d'œuvre, alors ce résultat favorable aurait été atteint même sans hausse des taux d'intérêt. Par ailleurs, si le principal mode d'action des hausses de taux dans la neutralisation de l'inflation réside dans un effet de réduction des dépenses et d'augmentation du chômage, cet effet ne semble en l'occurrence pas avoir agi : les dépenses demeurent solides, et le chômage se situe à des niveaux historiquement bas.

Certes admissible, cette conception n'en demeure pas moins simpliste. En effet, parallèlement aux chocs d'offre, la demande et les attentes - facteurs que la Fed est pleinement en capacité d'influencer - ont joué un rôle dans le récent épisode d'inflation aux États-Unis.

En raison de l'épidémie de COVID-19, les ménages américains se sont retrouvés avec 30 milliards \$ de revenus en moins chaque mois par rapport à une situation économique normale. Toutefois, à travers le CARES Act et le COVID-19 Economic Relief Bill signés par le président Donald Trump en 2020, et le plan de sauvetage américain mis en œuvre par le président Joe Biden début 2021, le gouvernement a fourni 200 milliards \$ de réductions d'impôts et d'augmentations des dépen-

ses pour combler ce trou de 30 milliards \$ de revenus. Ces mesures ont limité la détresse parmi les ménages et les entreprises impactées négativement, ce qui est une bonne. D'un autre côté, elles ont très probablement attisé l'inflation, d'autant plus que l'offre était contrainte.

Même si l'on admet qu'une forte demande a participé à l'épisode d'inflation, est-ce réellement la politique monétaire restrictive de la Fed qui l'a conduit à une fin heureuse ? Après tout, l'importante relance budgétaire au premier trimestre 2021 n'a pas duré. L'Indicateur Fiscal Impact Measure du Centre Huttchins, qui illustre comment un changement de politique budgétaire influence la croissance du PIB réel, est passé en territoire négatif dès le deuxième trimestre 2021, et il y est resté. Ainsi, peut-être la politique budgétaire a-t-elle à la fois provoqué et résolu le problème de l'inflation.

La principale raison de douter que la Fed ait joué un rôle dans le recul de l'inflation réside en ce que le chômage n'a pas augmenté une fois que les décideurs politiques ont commencé à relever les taux d'intérêt. Dans cette conception, pour freiner l'inflation, des taux plus élevés doivent empêcher les entreprises d'investir et d'embaucher, et ainsi dissuader les ménages, nouvellement incertains quant à leurs perspectives, de dépenser comme auparavant.

Cette conception néglige cependant la crédibilité et les canaux de communication de la politique de la banque centrale. La Fed a clairement indiqué, sans aucune ambiguïté, que si l'inflation ne diminuait pas, elle était prête à agir encore davantage, même au prix d'un chômage plus élevé. La Fed a fait savoir qu'elle ne laisserait pas l'inflation persister, ce qui a atténué l'urgence perçue d'une augmentation des salaires. La croissance des salaires s'est effectivement accélérée, mais pas de manière excessive. À son tour, cette modération a empêché une augmentation du chômage, tout en limitant la nécessité pour la Fed d'agir davantage.

L'enseignement à en tirer est par conséquent le suivant : même si la politique monétaire n'explique pas entièrement l'augmentation et l'atténuation de l'inflation, elle n'est pas non plus sans importance, comme voudraient le faire croire certains détracteurs de la Fed.

*Son ouvrage le plus récent s'intitule *In Defense of Public Debt* (Oxford University Press, 2021).

Pour prévenir la prochaine pandémie, c'est la science qu'il faut suivre

BRUXELLES – La science est indispensable à l'amélioration de la préparation aux pandémies et à leur prévention. Non seulement elle approfondit notre compréhension de la transmission des agents pathogènes et des barrières qu'on peut leur opposer, mais elle nous permet aussi la flexibilité requise pour nous adapter aux circonstances.

PAR MARISA PEYRE⁽¹⁾,
JUSTIN VAÏSSE⁽²⁾ ET PETER SANDS⁽³⁾



1- Chercheuse au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), est cofondatrice et conseillère scientifique mondiale de PREZODE.
2- Fondateur et directeur général du Forum de Paris sur la paix.
3- directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

C'est en nous appuyant sur des preuves scientifiques que nous parvenons à contenir les risques à un niveau local, que nous sommes en mesure de garantir l'efficacité et la fiabilité des mesures de contrôle et d'accélérer la mise au point et la diffusion de traitements sûrs, que nous pouvons, par conséquent, préserver la santé publique.

La pandémie de Covid-19 a souligné le rôle critique des politiques fondées sur la science pour répondre aux crises sanitaires mondiales. Elle nous a appris qu'il est indispensable de mettre en place des systèmes solides d'alerte avancée, de fonder nos décisions sur des données et d'encourager la collaboration multidisciplinaire. Elle a aussi mis en évidence le besoin de stratégies flexibles, de soins de santé équitables, d'un accès le plus large possible à la vaccination et d'un soutien en matière de santé mentale.

Pour que les mesures de contrôles mises en place soient efficaces, la confiance dans la science et dans l'expertise sont indispensables. Les responsables politiques doivent considérer les leçons apprises lors de la crise du Covid-19 et s'attacher à bâtir la résilience et à renforcer la coopération internationale en préparation des pandémies à venir tout en maintenant la confiance de leurs concitoyens dans la science et dans les experts en adoptant une communication claire. Il s'est avéré que la connaissance du contexte social, économique et géopolitique était aussi importante que la compréhension des facteurs biologiques. Il est donc indispensable, lorsque sont élaborées les politiques de prévention, d'adopter une approche holistique, celle-là même que préconise l'initiative One Health, une seule santé.

Pour être efficaces, la prévention, la préparation et la réponse exigent une collaboration et une coordination continue entre scientifiques, responsables politiques, professionnels de santé et opinion publique. Pour atténuer les chocs pandémiques, nous devons continuer de prendre des décisions scientifiquement informées, c'est-à-dire revoir et adapter en permanence nos stratégies.

Pour cela, une approche multisectorielle, capable de jeter des passerelles entre science et politique et de mobiliser toutes les parties prenantes, est indispensable. Nous devons tout faire pour que les recherches et les données de la science soient accessibles aux politiques. Il ne suffit plus de promouvoir la publication en accès libre et d'encourager le partage des données parmi les chercheurs : nous devons vulgariser les données de façon qu'elles soient largement compréhensibles et utilisables.

Pour mener à bien une telle stratégie, les responsables politiques doivent se conformer à sept priorités essentielles. Ils doivent en premier lieu encourager la culture de la preuve, qui fonde les décisions sur la recherche scientifique et les données disponibles et les incite eux-mêmes à consulter les experts ainsi qu'à prendre en compte leurs recommandations.

Deuxièmement, les approches participatives sont essentielles pour réunir dans l'opinion les soutiens aux politiques fondées sur

la science et les conserver. La création de plateformes d'information et la promotion de méthodologies qui encouragent le dialogue doit permettre aux chercheurs de construire des passerelles entre les responsables politiques, la société civile et la communauté scientifique au sens large.

Troisièmement, il est essentiel d'organiser des réunions d'information régulières, à l'occasion desquelles les chercheurs peuvent transmettre aux responsables politiques les dernières avancées de la science, qu'il s'agisse des découvertes ou des menaces émergentes. Ces réunions doivent être brèves et se concentrer sur une vulgarisation utile.

Quatrièmement, les experts devraient s'attacher au développement de la culture scientifique parmi les responsables politiques. Des programmes de formation, des ateliers et du matériel pédagogique afin de simplifier des concepts scientifiques complexes pourraient faciliter la tâche.

Cinquièmement, la modélisation scientifique et une formalisation en scénarios prospectifs pourraient aider les responsables politiques à comprendre les conséquences potentielles des décisions à prendre. Ces modèles fourniraient une base utile pour formuler les stratégies les plus efficaces et pour optimiser l'allocation des ressources.

Sixièmement, il est indispensable de procéder à des évaluations régulières des risques, fondées sur l'état des preuves scientifiques, afin d'identifier les menaces pandémiques potentielles. Ces évaluations doivent être menées en considérant les facteurs biologiques, sociaux, économiques et géopolitiques.

Enfin, les responsables politiques doivent prendre conscience de la complexité des menaces émergentes actuelles. Les risques de santé publique seront toujours plus mêlés à des crises climatiques, environnementales et sociales, et l'approche préconisée par One Health, une seule santé, détient les clés d'une gestion cohérente de ces urgences interconnectées. Si les investissements dans la recherche scientifique, la coopération internationale, les mesures de prévention, les infrastructures de santé et les stratégies de réponse équitables avaient été plus importants avant la pandémie de Covid-19, le monde y aurait été sans nul doute mieux préparé. C'est avec cette évidence à l'esprit que nous avons identifié quelques principes qui nous permettront de faire face aux futures pandémies.

Nous appelons les responsables politiques et les chercheuses et chercheurs du monde entier à mettre en place des comités interdisciplinaires One Health, une seule santé, ou des groupes de travail réunissant politiques, experts, scientifiques de différentes discipli-

nes – y compris les sciences sociales – et toutes les parties prenantes. Ces comités auraient pour responsabilité l'analyse des éléments de preuve scientifique, la proposition de stratégies pertinentes et adaptées et la réalisation de guides ou de feuilles de route à l'attention de celles et ceux qui sont susceptibles de prendre des décisions.

Pour améliorer l'état de préparation et la réactivité durant les crises, nous préconisons la mise en place de mécanismes au niveau de chaque pays afin de faciliter les débats entre les scientifiques, les preneurs de décisions et l'opinion publique. Cela contribuerait grandement au partage de l'information et à la prise de conscience des risques éventuels.

Nous recommandons aussi le développement d'indicateurs qui traduisent la santé économique et sociale au niveau local. Les responsables politiques doivent tenir compte de ces indicateurs ainsi que des externalités possibles et des divers facteurs susceptibles de déclencher des situations d'urgence en santé publique. En ces temps d'incertitude, le principe de précaution doit guider la prise de décisions. Nous proposons de mettre en œuvre des stratégies modulables qui prennent en compte l'état de la science. Ces plans doivent être régulièrement évalués et mis à jour afin de correspondre aux nouvelles découvertes. Une approche systématique de la prévention, de la préparation et de la réponse pandémiques devrait contribuer à l'identification des mesures qui sont pertinentes et de celles qui nécessitent d'être ajustées.

Un dialogue actif avec l'opinion publique et les médias est un élément essentiel de l'accueil et de la compréhension de la science qui sous-tend les mesures de santé publique ; il garantira aussi que les messages appropriés sont communiqués clairement et efficacement. En outre, l'autonomisation des collectivités locales par leur implication dans la mise au point des solutions de prévention devrait figurer parmi les priorités absolues. La collaboration et la coordination scientifiques internationales sont indispensables. En nous appuyant sur les innovations passées et présentes, nous pouvons maximiser l'usage des ressources et tirer profit d'une sorte de banque mondiale des données et de l'expertise.

Pour que les décisions prises soient fondées sur la science, un financement dans le long terme n'est pas moins vital. L'investissement dans la recherche, dans la veille et dans la préparation doit être pérenne et non ponctuel en réponse à une urgence pandémique. En adaptant les mécanismes de financement afin de permettre la flexibilité nécessaire au soutien de projets intersectoriels, nous pouvons adapter les objectifs aux besoins locaux.

Mettre en place des solutions fondées sur la science au sein du processus de prise de décisions, c'est s'engager dans un parcours au long cours, qui exige la collaboration, la confiance, et le ferme engagement de recourir aux meilleures connaissances disponibles pour décider des politiques et des actions à mener. Afin de garantir l'efficacité des stratégies de prévention pandémique, des mécanismes de contrôle et d'ajustement doivent être institués.

Cette tribune a été conjointement rédigée par l'initiative PREZODE, des scientifiques internationaux, des décideurs, des organisations de la société civile, des acteurs privés et des donateurs internationaux. Elle est signée par : Magda Robalo, présidente de l'Institute for Global Health and Development, ancienne ministre de la Santé de Guinée-Bissau ; Papa Seck, conseiller spécial du président de la République du Sénégal ; Marie-Ange Saraka-Yao, cheffe des ressources mobilisation et croissance, Gavi, l'Alliance du vaccin ; Brigitte Autran, membre du comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (COVARS) ; Jens Nielsen, président-directeur général de la World Climate Foundation ; Eloise Todd, directrice exécutive et cofondatrice du Pandemic Action Network ; Jean-Luc Angot, envoyé spécial de l'initiative internationale pour prévenir l'émergence des zoonoses (PREZODE) ; Elisabeth Clavier de Saint-Martin, présidente-directrice générale du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ; Philippe Mauguin, président-directeur général de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) ; Valérie Verdier, présidente-directrice générale de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) ; Musso Munyeme, professeur de santé publique vétérinaire, département du contrôle des maladies, coordinateur One Health (ACEIDHA), Université de Zambie ; Osman A Dar, directeur de projet One Health, Royal Institute of International Affairs ; Cheryl Stroud, directrice exécutive de la Commission One Health ; Thi Phuong Vu, secrétaire du partenariat One Health au Vietnam ; Manuelle Miller, vice-présidente de VSF-International ; Pham Duc Phuc, coordinatrice pour le Vietnam du One Health University Network (VOHUN) ; Zeev Noga, secrétaire général de PREZODE ; Agnès Soucat, directrice de la santé et de la protection sociale à l'Agence française de développement (AFD) ; Thierry Lefrançois, Consultant One Health, une seule santé, au CIRAD, membre du COVARS ; et d'autres signataires.

Traduit de l'anglais par François Boisivon



Foot/ Ligue 1 Mobilis

Le MCA conforte son leadership, la JSK sur le podium

Le MC Alger, auteur d'un succès renversant à la maison face au CS Constantine (2-1), a conforté sa position du leader du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, alors que la JS Kabylie a rejoint l'USM Alger à la troisième place, à la faveur de sa victoire devant le Paradou AC (2-1) à Tizi-Ouzou, en clôture de la 18e journée, vendredi.

Au stade du 5-Juillet, devant plus de 40.000 supporters, le MCA a été cueilli à froid en concédant l'ouverture du score signée Temine (4e), profitant des largesses de la défense mouloudéenne.

La réaction du «Doyen» ne s'est pas faite attendre, puisque l'ailier ivoirien a égalisé quelques minutes, d'un puissant tir dans la surface (11e).

En seconde période, le MCA a dominé les débats, ce qui lui a permis d'inscrire le but de la victoire, grâce à sa nouvelle recrue hivernale, l'attaquant Mohamed Saliou Bangoura, qui a crucifié le portier adverse Bouhalfaya, d'un tir foudroyant de l'extérieur de la surface (73e).

Une victoire qui permet au MCA d'atteindre la barre de 37 points, et surtout conserver cinq points d'avance, sur son dauphin, le CR Belouizdad. Le CSC, stagne quant à lui, à la 6e position avec 25 points.

Au stade Hocine Ait Ahmed de Tizi-Ouzou, la JS Kabylie, a sué pour l'emporter devant le Paradou AC, et signer son premier succès, depuis l'arrivée du nouvel entraîneur allemand, Josef Zinnbauer, en remplacement d'Abdelhak Benchikha, démissionnaire.

En l'absence de leur public, huis clos oblige, les «Canaris» ont trouvé rapidement la faille par Berkane (2e). En seconde période, les «Académiciens» sont parvenus à remettre les pendules à l'heure grâce à Bouzahzah (71e). Mais, c'était sans compter sur l'envie des Kabyles, qui ont poussé en attaque jusqu'à obtenir un penalty, transformé par le défenseur international Mohamed Amine Madani (82e).

Un succès qui permet à la JSK de mettre fin à quatre matchs de disette, et rejoindre l'USMA à la troisième place au tableau, avec 29 points chacun. De son côté, le PAC continue de manger son pain noir, en alignant un troisième revers de suite.

Dans les autres matchs de cette journée, disputés mardi, mercredi, et jeudi, le CR Belouizdad s'est emparé de la deuxième place du classement, en battant à domicile l'US Biskra (2-0), au stade Nelson-Mandela de Baraki, sous le regard du sélectionneur



national, Vladimir Petkovic, et celui de l'équipe A', composée de joueurs locaux, Madjid Bougherra.

En revanche, l'USM Alger, battue en déplacement face au MC El-Bayadh (2-1), a reculé à la troisième place, concédant pour l'occasion son premier revers sous la conduite de son nouvel entraîneur brésilien, Marcos Paqueta.

Le MCEB, dont il s'agit de la première victoire contre l'USMA depuis son accession en Ligue 1 en 2022, confirme son redressement, depuis l'arrivée de l'entraîneur Lotfi Amrouche.

L'ESM RETROUVE LE SOURIRE MAIS RESTE EN DANGER

Sur une courbe ascendante depuis quelques journées, l'ASO Chlef, vainqueur sur le fil à domicile dans le derby face au MC Oran (1-0), s'est hissée à la cinquième place, et revient à deux longueurs de la troisième place.

Au stade du 20-août 1955 de Béchar, la JS Saoura, menée au score à la pause, a activé le mode «second souffle», pour remporter une victoire renversante face à l'Olympique Akbou (2-1), réalisant du coup une belle opération, en remontant à la 6e place, en compagnie de l'ES Sétif et du CS Constantine, avec 25 points chacun. Dans la course au maintien, les mal-classés ont connu des fortunes diverses. Le NC Magra n'a pas fait mieux qu'un triste nul à domicile face à l'ESS (0-0). Un résultat qui n'arrange nullement les affaires du «Nedjm», qui se devait de réagir pour

amorcer sa mission de sauvetage.

Au stade Mohamed Ben Saïd de Mostaganem, l'ES Mostaganem a renoué avec la victoire, en battant l'USM Khenchela (2-0), mettant fin à un triste bilan de dix matchs de rang sans victoire en championnat, mais stagne à la position de premier relégable. La formation khenchelie, dirigée sur le banc par l'entraîneur intérimaire Nouredine Maroc (après la démission de Chérif Hadjar, NDLR), concède un cinquième revers consécutif, toutes compétitions confondues, et n'est plus désormais qu'à trois longueurs d'avance sur le premier relégable. La 19e journée du championnat, se jouera les 6, 7, et 8 mars, et sera marquée par deux belles affiches : MC Oran-MC Alger et CS Constantine-JS Kabylie. Quatre matchs sont programmés à huis clos.

Classement :	Pts	J
1- MC Alger	37	18
2- CR Belouizdad	32	18
3- USM Alger	29	18
- JS Kabylie	29	18
5- ASO Chlef	27	18
6- CS Constantine	25	18
- ES Sétif	25	18
- JS Saoura	25	18
9- MC El Bayadh	24	18
10- Paradou AC	23	18
11- MC Oran	21	18
12- USM Khenchela	20	18
- Olympique Akbou	20	18
14- NC Magra	17	18
- ES Mostaganem	17	18
16- US Biskra	14	18

Ligue 2 amateur (Gr. Centre-Ouest - 21e journée)

Le CR Témouchent bat l'US Béchar Djedid (3-1) et s'éloigne de la zone des relégables

Le CR Témouchent s'est éloigné de la zone des relégables en se positionnant à la 10e place du classement général du groupe Centre-Ouest de la Ligue 2 amateur de football après sa victoire en déplacement chez l'US Béchar Djedid (3-1), en match disputé vendredi, en clôture de la 21e journée.

Pour sa part, le SKAF Khemis Miliana, premier non relégable avec 23 points, a été tenu en échec à domicile (2-2) par la JS El Biar (3e, 34 pts).

Jeudi, en ouverture de cette 21e journée, l'ES Ben Aknoun, large vainqueur devant la lanterne rouge le SC Mecheria (3-0), a conforté sa place de leader de la poule Centre-Ouest.

Toujours invaincue en Championnat, l'Etoile de Ben Aknoun (49 points), garde six longueurs

d'avance sur son dauphin, le RC Kouba (43 pts), qui a dominé de son côté l'autre mal classé du groupe, le MCB Oued Sly (3-1).

A neuf journées de l'épilogue, les protégés de Mohamed Manaâ conservent donc une avance confortable sur les Koubéens, qui cependant n'ont pas encore dit leur dernier mot dans la course à l'accession. En revanche, le SC Mecheria (16e, 11 pts) et le MCB Oued Sly (15e, 17 pts) semblent condamnés à évoluer en palier inférieur la saison prochaine.

Toujours dans la lutte pour le maintien, le RC Arbaâ (25 pts) s'est donné un bol d'air en se hissant au 11e rang du classement, suite à sa précieuse victoire contre le GC Mascara (2-0), qui occupe la place de premier relégable avec 22 points.

Classement :	Pts	J
1- ES Ben Aknoun	49	21
2- RC Kouba	43	21
3- JS El Biar	34	21
4- ASM Oran	29	21
- JSM Tiaret	29	21
- NA Hussein Dey	29	21
7- WA Mostaganem	28	21
- MC Saïda	28	21
9- ESM Koléa	27	21
10- US Bechar Djedid	26	21
- CR Témouchent	26	21
12- RC Arbaâ	25	21
13- SKAF Khemis	23	21
14- GC Mascara	22	21
15- MCB Oued Sly	17	21
16- SC Mecheria	11	21

Assemblée générale électorale de la Fédération algérienne de handball Dépôt des candidatures du 1er au 3 mars

Les candidats souhaitant intégrer le nouveau Bureau de la Fédération algérienne de handball, en tant que président ou membres, pourront déposer leurs dossiers à partir du 1er mars. "Le délai s'étalera jusqu'au 3 mars, à 17h00", a indiqué la Commission de candidatures, chargée de cette opération.

Après quoi, ce sera à la Commission de recours d'entrer en action, le 4 mars, alors que la liste définitive des candidats retenus sera dévoilée le lendemain, 5 mars. Ce sera la dernière étape avant le déroulement des travaux de l'AGE, prévue le jeudi 6 mars.

Les membres de l'Assemblée générale de la Fédération algérienne de handball (FAHB), s'étaient réunis vendredi, en session ordinaire, à l'Ecole supérieure des sciences et technologies du sport (Alger), et ils ont procédé à l'élection des membres des commissions de candidatures, de recours, ainsi que celle chargée de la passation de consignes, en

prévision de l'Assemblée générale électorale (AGE), du mandat olympique 2025-2028.

La commission de candidatures est composée d'Azzedine Ben Sebaâ, Harouz Bouamama et Djelloul Ben Hamida, alors que la commission de recours comprend Youssef Baâmar, Essayah Ben Kaddour et Abdelkader Ben Aoumer. Enfin, la commission chargée de la passation de consignes est constituée de deux membres : Abdesslem Boutaghan et Ali Yousfi.

Pour rappel, la Fédération algérienne de handball avait annoncé, le 11 février, la désignation d'Abdelkader Kadi en tant que président par intérim, à la suite de la réunion extraordinaire de son bureau exécutif.

D'autre part, il avait été annoncé l'ouverture des candidatures, au niveau national et international, pour les postes de directeur technique national (DTN), directeur des équipes nationales (DEN), et sélectionneur de l'équipe nationale.

Amende contre le Real Madrid pour «comportement discriminatoire» face à City



L'UEFA a infligé vendredi au Real Madrid 30.000 euros d'amende et une fermeture partielle de stade avec sursis en raison du «comportement discriminatoire» de ses supporters lors du barrage retour de Ligue des champions face à Manchester City.

Ni les images télévisées ni les journalistes présents n'avaient rapporté d'incidents lors de la victoire 3-1 des Madrilènes le 19 février dernier, avec un triplé de Kylian Mbappé, qui les avaient envoyés en huitièmes de finale de Ligue des champions au détriment des Citizens.

Mais dans sa décision publiée vendredi, l'instance européenne du football évoque, sans plus de

précisions, une violation par les supporters du Real de l'article 14 de son règlement disciplinaire, sanctionnant le «racisme, autre comportement discriminatoire et propagande».

En plus d'une amende de 30.000 euros, le Real sera pendant deux ans sous la menace d'une fermeture partielle de son antre de Santiago Bernabéu, portant sur «au moins 500 sièges adjacents», en cas de récidive.

Plusieurs dizaines de sélections nationales ou de clubs sont actuellement concernés par cette même sanction avec sursis, dont les deux principaux rivaux du Real en Espagne, le FC Barcelone et l'Atlético de Madrid, pour des faits similaires.

Dans le désert saoudien À la recherche du croissant de lune du ramadan

Au sommet d'une colline montagneuse, au cœur du désert d'Arabie saoudite, Abdallah al-Khoudairi guette l'apparition du croissant de lune après le coucher du soleil, la procédure religieuse qui détermine le début du mois de jeûne du ramadan pour des millions de musulmans. Les calculs astronomiques permettent aujourd'hui de déterminer à l'avance le début des mois islamiques, basés sur le calendrier lunaire.

Mais les institutions religieuses du royaume, qui abrite les lieux les plus saints de l'islam, continuent de s'appuyer officiellement sur les observations à l'œil nu pour prendre leur décision.

M. Khoudairi, qui dirige le seul observatoire du pays, celui de Majmaa, à environ 165 kilomètres au nord de Ryad, dit à l'AFP se sentir investi d'une «grande responsabilité».

Le témoignage de cet homme de 58 ans, et celui d'une dizaine d'autres groupes de personnes à travers le royaume, permettront aux autorités religieuses saoudiennes de décréter la date de début du jeûne, qui sera ensuite suivie par de nombreux musulmans, comptant des dizaines de millions de fidèles.

«Il ne suffit pas que n'importe qui dise +j'ai vu le croissant de lune+ il faut que ce soit un homme sain d'esprit, sobre, adulte et reconnu pour sa justice pour que son témoignage soit accepté», explique-t-il fièrement.

Ses équipes s'activent depuis le matin pour préparer l'événement le plus important de l'année. A midi, ils quittent l'observatoire en forme de dôme, accompagnés de plusieurs responsables, pour un site d'observation en plein désert à 30 minutes de là.

M. Khoudairi sort alors un rapporteur et trace

des lignes sur une feuille blanche pour indiquer la direction de la lune, avant de se placer à côté d'un télescope, entouré de plusieurs jeunes observateurs. Quelques minutes après le coucher du soleil, il aperçoit le croissant de lune. «Demain (samedi) est le premier jour du ramadan», s'écrit-il en échangeant des félicitations avec le reste du groupe.

Un rapport est alors envoyé à la Cour suprême saoudienne, qui annonce quelques instants plus tard le début du ramadan samedi.

- RELIGION ET SCIENCE -

Le Saoudien raconte avoir hérité de la passion pour l'astronomie de son père, qu'il accompagnait lors de ses nombreux voyages dans le désert, mais ce n'est pas son principal atout.

La capacité à voir le croissant de lune à l'œil nu dépend, selon lui, de «l'acuité visuelle ainsi que de la capacité à différencier les couleurs et à se concentrer». Des qualités qu'il dit préserver en évitant les écrans.

«Je n'utilise le téléphone que pour les appels et je n'ouvre pas l'ordinateur», affirme-t-il. Le fait de se fier à l'observation du croissant de lune pour déterminer le début des mois islamiques soulève toutefois un débat majeur sur la relation entre la religion et la science dans l'islam.

Les observatoires astronomiques du monde entier, comme celui d'Al Majmaa, surveillent le cycle lunaire depuis des années, mais cela n'empêche pas Abdallah al-Khoudairi de défendre la nécessité de voir la lune de ses propres yeux, comme le prescrit la religion.

«Le calcul astronomique donne des informations que l'on peut utiliser pour surveiller le crois-



sant et savoir où il se trouve à ce moment-là», mais cela ne suffit pas si les conditions météorologiques empêchent de le voir de ses propres yeux, soutient-il.

La vision peut être altérée par de nombreux facteurs, notamment le niveau de visibilité et la distance horizontale entre la Terre et la Lune.

«La poussière, les nuages ou la pollution industrielle et environnementale» peuvent

empêcher de le discerner, explique-t-il.

Aux Emirats arabes unis, pays voisin, les autorités ont dit recourir cette année à des drones dotés d'intelligence artificielle (IA) pour observer le croissant de lune. Cette technologie «étend le concept d'observation visuelle directe, qui reste la principale méthode pour confirmer l'observation du croissant de lune, », ont-elles toutefois souligné.

Le ramadan à Mayotte Les pénuries alimentaires inquiètent



Alors que le ramadan débute samedi à Mayotte, dont 95% de la population est musulmane, les Mahorais redoutent les pénuries dans les magasins, provoquées par les suites du cyclone Chido, qui a dévasté en décembre cet archipel français de l'océan Indien.

Zouroyda Anrifidine, 33 ans, venue faire ses courses dans un supermarché de Mamoudzou pour les futari à venir - repas de rupture du jeûne -, n'a pas réussi à compléter sa liste. «Il me manque la farine et le lait en poudre», confie l'acheteuse, qui a également perdu espoir de trouver manioc, banane, pomme de terre ou autre tubercule.

Nadia Abdou, une autre cliente, s'inquiète car ces légumes sont la matière première des plats festifs préparés pendant le ramadan. «On va prendre du riz mais du coup, on va manger les mêmes plats que d'habitude», regrette-t-elle.

Selon un des responsables de la grande surface, il y a bien de la marchandise à Mayotte, mais elle peine à sortir du port depuis le passage le 14 décembre du cyclone Chido, qui a provoqué la mort d'au moins 40 personnes sur l'archipel.

«Avant, on était content quand on sortait 50 ou 60 conteneurs par jour. Aujourd'hui, quand on en est à une vingtaine, on saute au plafond», explique-t-il.

Le responsable met aussi en avant une offre inadaptée à une demande bouleversée depuis le cyclone, les livraisons arrivant aujourd'hui ayant été commandées avant Chido.

L'imam de la mosquée de Majicavo-Koropa, Usama Joya, déplore ces difficultés d'acheminement. L'association musulmane Ahmadiyya de Mayotte qu'il préside distribue chaque année 100 colis alimentaires aux plus démunis pendant le ramadan. Cette fois, les paniers vont devoir être réduits. L'organisation peine à trouver l'eau, l'huile, la farine ou encore les boîtes de sardines qui les garnissent habituellement.

«On n'a pas assez de riz», ajoute celui dont l'association a dû acheter cet aliment au double du prix habituel dans des petits commerces.

Hassan Ben Ali, imam de la mosquée du ven-

dredi à Sada, reconnaît que dans ce contexte, le ramadan s'annonce difficile. «Pour la nourriture, ça va être compliqué, les fidèles sont inquiets, mais on va y arriver», avance-t-il.

DISTRIBUTIONS DANS LES MOSQUÉES

De son côté, la préfecture a mis en place un «plan ramadan» prévoyant de faire parvenir les stocks de denrées qui lui restent directement dans certaines mosquées. Elles seront distribuées aux plus fragiles, «pour faire en sorte que les futari puissent se dérouler de façon apaisée», explique le préfet de Mayotte, François-Xavier Bieuville.

Ces distributions ont commencé cette semaine et sont vouées à se répéter chaque mercredi dans une dizaine de villages, selon le conseil cadial - l'institution qui fixe les règles relatives à la pratique du culte musulman à Mayotte.

Pour le ramadan, la préfecture a également annoncé vendredi soir l'extension des horaires d'ouverture du port de Longoni, la prolongation de l'assouplissement des règles d'importation des végétaux et la prise d'un arrêté plafonnant le prix de l'eau en bouteille pour «garantir l'achalandage des commerces en eau et en nourriture».

Mais le cyclone n'a pas emporté que les vivres. Quelques mosquées ont été endommagées, dont celle de Majicavo Koropa qui a perdu le deuxième étage, réservé à la prière des femmes. «Pendant le ramadan, les femmes aussi venaient à la mosquée pour faire leurs prières. Aujourd'hui, malheureusement, on ne peut pas accueillir les femmes parce qu'on n'a pas de toit», déplore l'imam Usama Joya.

Le conseil cadial se veut néanmoins rassurant. «Les fidèles des mosquées détruites s'orienteront vers les mosquées à proximité», assure Ahamed Assani Boina, assistant de direction du conseil cadial.

Anouar Chanfi, chef de service au même conseil, affirme de son côté que l'institution aborde ce mois avec sérénité : «C'est un moment de vivre ensemble, d'harmonie. C'est vraiment le mois qu'il nous faut après Chido».

France Entre «difficultés» et «solidarité» pour les étudiants musulmans

Entre études et ramadan, loin de leur famille, nombre de jeunes musulmans en France s'apprentent à vivre un mois de mars compliqué, mais ils espèrent pouvoir compter sur une «forte solidarité».

«L'année dernière, c'était mon premier ramadan loin de mon pays et de mes proches. J'en ai beaucoup souffert», se remémore Malek, 20 ans, étudiante algérienne à l'université Paris-Cité.

Le ramadan, un mois de jeûne, de prières et de partage, est l'un des cinq piliers de l'islam. Il commence samedi en France, comme en Arabie saoudite et de nombreux pays arabes.

Malek se rappelle de la tristesse causée par le fait d'être seule et pas capable de s'alimenter correctement», à cause de sa situation précaire, dans une période habituellement marquée par de nombreux moments en famille.

La solitude dont elle a souffert l'a motivée à s'engager dans la branche de l'association Etudiants musulmans de France (EMF) de son université, dont elle est aujourd'hui présidente.

Pour lutter contre l'isolement et faire vivre l'esprit d'entraide pendant ce mois sacré, l'association étudiante multiplie les actions de solidarité en organisant des maraudes et des «ftour», repas rompant le jeûne à la tombée de la nuit, pour que les étudiants seuls ou précaires puissent partager un dîner en collectivité.

- ENTRAIDE -

«Il y a beaucoup d'étudiants qui s'engagent» pendant cette période, témoigne Malek. Ceux qui vivent ce moment en famille prennent le temps d'aider à la préparation des repas pour les autres, quitte à rejoindre leurs proches plus tard pour passer la soirée avec ceux qui n'ont pas cette chance. «On ressent une forte solidarité», se réjouit-elle.

La vingtaine, «c'est un moment de la vie au cours duquel les personnes sont plus investies dans la religion», explique à l'AFP Patrick Simon, chercheur à l'Institut national d'études démographiques (Ined).

Dans cette période «de transition à l'âge adulte», «la religion sert de repère», précise le socio-démographe, ce qui permet de comprendre l'importance du Ramadan pour cette tranche d'âge.

La France compte entre cinq et six millions de musulmans pratiquants et non pratiquants, selon plusieurs études (Pew Re-

search Center, Institut Montaigne, Insee, Ined), ce qui fait de l'islam la deuxième religion du pays et de la communauté musulmane française la première en Europe.

Pour Hanane, étudiante de 24 ans installée à Toulouse mais dont la famille vit à Marseille, dans le sud de la France, le ramadan n'a plus la même saveur depuis qu'elle a quitté le foyer familial.

«Quand j'habitais encore avec mes parents, je sentais beaucoup plus que c'était le ramadan, tous les soirs on préparait à manger ensemble, on voyait souvent mes tatas, tontons», se remémore avec nostalgie celle qui prépare le concours du Capes pour devenir enseignante d'anglais.

Combinaison études et jeûne peut aussi être difficile, notamment lorsque les cours terminent tard comme c'est parfois le cas à l'université.

«Ca m'est arrivé une seule fois qu'un prof s'adapte parce qu'on jeûnait, se rappelle Hanane. Il commençait le cours 30 minutes à l'avance pour finir 30 minutes plus tôt». Mais il s'agissait d'une exception, précise-t-elle.

- RÉSEAUX SOCIAUX -

Pendant le ramadan, la solidarité entre jeunes musulmans s'organise aussi sur les réseaux sociaux. De nombreuses vidéos postées sur Instagram donnent des idées de recettes pour préparer un ftour à petit budget, permettant aux étudiants de rompre le jeûne sans se ruiner.

Sous le pseudonyme de «Meyadz», une jeune femme poste des vidéos sur le réseau social TikTok montrant des conseils pour être efficace dans ses révisions pendant le ramadan.

«Cette année, la coupure du jeûne est assez tôt, donc quand tu vas rentrer des cours tu vas rapidement vouloir manger, tu n'auras pas forcément le temps pour réviser, et après avoir mangé tu voudras aller prier (...) ou passer du temps en famille», explique la vidéaste.

La jeune femme conseille alors de réviser le matin entre 05H30 et 06H00. Elle loue les bienfaits des révisions sur ce créneau horaire, la «tête vide» et «le cerveau reposé».

Ces conseils ont trouvé leur public: la vidéo a été visionnée plus de 37.000 fois et enregistrée par 5.500 utilisateurs. En commentaire, on peut lire «Je me suis précipitée prendre des notes en entendant +révisions pendant le ramadan+, MERCI».

Face aux gratte-ciel rutilants de Dubaï Des Emiratis défendent la tradition du camping

Sur une langue de sable en bord de mer, face aux gratte-ciels rutilants de Dubaï, des habitants du riche émirat du Golfe savourent les plaisirs simples du camping, perpétuant une tradition ancrée dans leurs origines bédouines.



La vue des dizaines de caravanes alignées, entourées d'installations sommaires en plein air, tranche avec l'image de luxe ostentatoire et de consumérisme associée à la ville, dont témoigne à l'arrière-plan la silhouette du burj Khalifa, plus haute tour du monde.

L'Emirati Khaled al-Kaissi, 38 ans, dit apprécier au quotidien son confort de vie, et l'abondance des services assurés par une main d'œuvre étrangère bon marché venant principalement d'Asie.

Mais «parfois ce sont des choses simples dont vous avez besoin», comme préparer soi-même sa tasse de thé, poursuit-il, disant avoir envie de «simplicité et d'humilité».

Sur le sol sablonneux, certains ont installé des tapis et coussins pour former un «majlis», lieu d'accueil traditionnel du Golfe. D'autres se contentent de simples chaises de camping. Comme beaucoup de pays de la péninsule arabique, les Emirats arabes unis étaient largement désertiques avant la découverte du pétrole dans les années 60.

Moins riche en hydrocarbures que les émirats voisins, Dubaï a été l'une des premières villes de la région à diversifier son économie, se transformant en une métropole ultra-moderne et une destination prisée, à coup de projets démesurés. Les expatriés ont afflué, pour représenter désormais près de 90% de la population. Mais malgré la transformation rapide de leur mode de vie, les Emiratis restent attachés à une culture du plein air, ancrée dans leurs origines bédouines, lorsque les températures permettent de sortir des centres commerciaux ultra-climatisés.

«L'idée vient de nos arrières arrières grands parents, qui vivaient dans le désert. Ils nous ont transmis cette tradition et on adore ça», dit Wissam Hamad Skandarani, Américano-Palestinien de mère émiratie. Il s'apprête à regarder un match de football à la télévision, sous les étoiles. Le jeune homme de 33 ans a l'habi-

tude de camper les week-end dans le désert. Mais depuis qu'il a trouvé ce site, il y a un mois, il vient tous les soirs retrouver ses amis, au sortir de son travail dans le quartier financier de Dubaï, à juste quelques minutes de là. «Vous avez la ville et la mer en face. Vous avez la vue. (...) C'est le paradis», se réjouit-il.

- «SURREALISTE» -

Ahmed Rashed Al-Ali, lui, vient de l'émirat voisin de Ras al Khaimah pour camper avec ses amis, comme il l'a fait à travers le pays et la région depuis qu'il a acheté sa caravane, il y a trois ans. «Avant on dressait la tente à un seul endroit, mais le camping s'est modernisé avec la caravane, on se déplace, un jour en montagne, un jour à la plage, un jour dans le désert».

Tous sont conscients du caractère éphémère de cette aire improvisée, miraculeusement épargnée par la frénésie de construction à Dubaï, mais sans doute pas pour longtemps. Les autorités ferment les yeux tant que les lieux sont propres et bien organisés, explique Mohammed Chammas, un industriel de 46 ans. «Mais on s'attend à ce qu'un moment ils viennent nous dire qu'un projet va être construit et nous demandent de nous déplacer», ajoute-t-il.

En attendant, les vacanciers de plein air se sont passés le mot sur internet, partageant le secret d'une vue imprenable sur le burj Khalifa et ses 160 étages, un spectacle que les hôtels de la ville font généralement payer cher aux touristes.

Sophie Ullrich, une Allemande de 34 ans qui sillonne les déserts du Golfe avec son mari, à bord de leur 4x4 aménagé en camping car, ne connaissait Dubaï qu'à travers les émissions de télévision et les magazines.

Elle décrit une arrivée «incroyable». «On s'est assis devant la voiture (...) on a regardé la vue, avec notre Toyota en arrière-plan, j'ai eu l'impression que c'était surréaliste.»

Vietnam

Visés par des coupes drastiques, des fonctionnaires sous le choc

Une décision «tellement rapide et imprévisible»: comme Nguyen Linh, des milliers d'agents publics vietnamiens s'interrogent, après que les autorités communistes ont validé mi-février une réforme radicale visant à licencier 20% des fonctionnaires sur les cinq prochaines années.

Ce fonctionnaire a accepté de partir avec un solde pour tout compte de «quelques milliards de dongs», estimé à hauteur de 100.000 euros, à huit années de la retraite, fixée à 62 ans. L'offre, généreuse rapportée au coût de la vie au Vietnam, lui permet de «s'échapper d'un environnement politique compliqué», explique-t-il sous un pseudonyme, et sans donner de détails sur son activité professionnelle. «Je soutiens l'effort de réduire la bureaucratie», développe-t-il, même s'il souligne ne pas avoir eu «de temps pour réfléchir et se préparer.»

La confusion a gagné les rangs de la bureaucratie vietnamienne, bouleversée dans des proportions historiques par un pouvoir soucieux d'accroître l'efficacité administrative au nom de la croissance, et de réduire les dépenses par milliards de dollars.

Beaucoup de fonctionnaires attendent de savoir s'ils sont confirmés à leur poste, alors que d'autres ont eu moins de 24 heures pour décider s'ils voulaient continuer à travailler, dans un environnement de concurrence accrue, ou accepter de prendre leur retraite anticipée.

- «COÛTS HUMAINS» -

Le projet, validé mi-février par les députés, prévoit de ramener le nombre de ministères et d'agences gouvernementales de 30 à 22. La fonction publique, les médias d'Etat, la police et l'armée subiront également des restructurations.

Le gouvernement a dit vouloir supprimer un emploi public sur cinq au cours des cinq prochaines années, ce qui pourrait concerner des centaines de milliers de personnes.

Cette initiative évoque la vaste offensive lancée aux Etats-Unis par le président Donald Trump et le milliardaire Elon Musk pour sabrer les dépenses fédérales, ou l'Argentine, où le dirigeant Javier Milei, chante des coupes «à la tronçonneuse», se targue de la suppression de 33.000 emplois publics en un an. Les agents qui ont conservé leur emploi, s'interrogent sur le nouvel organigramme. «Il y aura tellement de chefs et d'employés», constate Le Thu Thuy, 52 ans, administratrice dans un ministère nouvellement fusionné. «Qu'est-ce qu'ils vont tous faire ici?» La fonction publique a employé environ deux millions de personnes en 2022, selon des données officielles, mais l'Organisation internationale du travail estime que ce chiffre serait plus élevé.

Angleterre

Le nombre de personnes dormant dans la rue en hausse de 20%

Le nombre de personnes dormant dans la rue a progressé de 20% en Angleterre en 2024, conséquence de l'inflation et d'une crise du logement qui n'épargne quasiment aucune région du pays, selon des chiffres officiels publiés jeudi.

Lors d'une nuit d'automne 2024 servant de référence, 4.667 personnes dormaient dans la rue en Angleterre contre 3.898 en 2023 et 1.768 en 2010. Toutes les régions à l'exception de la Cumbrie (nord-ouest) ont enregistré une augmentation. Le nombre de sans-abris a particulièrement progressé dans la région du Yorkshire-et-Humber dans le nord (+43%). Près d'un tiers des personnes (28%) qui dorment à la rue se trouvent à Londres et autour de la capitale, est-il également indiqué. Depuis plus de trois ans, la flambée des prix a entraîné une augmentation de la pauvreté et du nombre de personnes sans domicile fixe au Royaume-Uni, pays confronté par ailleurs à une grave crise du logement.

En cause, l'envolée des prix de l'immobilier, l'allongement des listes d'attente pour les logements sociaux et l'augmentation du

Le gouvernement a déjà indiqué que 100.000 fonctionnaires seraient licenciés ou se verraient proposer un départ anticipé à la retraite, mais il n'a pas clarifié comment il allait atteindre ses objectifs.

«Il existe de vrais coûts humains derrière ces efforts pour l'efficacité», analyse Zachary Abuza, professeur au National War College de Washington, spécialisé dans les questions liées à l'Asie du Sud-Est.

- «CHAOS» -

Il n'est pas certain que le secteur privé puisse absorber le surplus de demandeurs d'emplois, poursuit-il.

«Pensez à ceux qui travaillaient dans les médias d'Etat. Ce n'est pas comme s'il existait des médias privés solides pour les recruter», ajoute-t-il, car tous les médias au Vietnam sont contrôlés par le parti unique.

Plusieurs journalistes ont indiqué à l'AFP qu'ils avaient été licenciés sans préavis. L'un d'entre eux est devenu chauffeur de taxi, après que sa carrière de douze ans comme producteur de télévision a été soudainement interrompue en janvier.

Selon les autorités, les économies pourraient s'élever à 113.000 milliards de dongs, soit plus de 4,3 milliards d'euros, sur les cinq prochaines années, malgré des coûts supérieurs -presque 5 milliards- pour les retraites et les indemnités de départ. Mais à long terme, le pouvoir communiste espère qu'une bureaucratie plus efficace pourra doper la croissance économique, déjà forte (7,1% en 2024), grâce à l'activité manufacturière destinée à l'exportation.

«Je pense qu'ils peuvent le faire (supporter le coût de la réforme) sans causer trop de dommages financiers... et je pense qu'ils supposent qu'ils seront récompensés par d'autres investissements à l'avenir», estime Zachary Abuza. Des experts ont aussi souligné la proximité du prochain congrès du parti, en 2026, qui motiverait l'actuel secrétaire général To Lam, considéré comme la personnalité politique la plus influente du pays, à asseoir son autorité en vue d'une réélection. La réaction des Vietnamiens qui n'étaient pas directement affectés par les coupes, est mitigée. Certains estiment que la réforme va améliorer l'environnement des affaires, mais d'autres craignent un «chaos». «Ca ne devrait pas se passer comme ça», explique un ancien combattant âgé de 85 ans, qui a refusé de donner son nom. Pour lui, les coupes drastiques servent à éloigner les personnes qui «n'appartiennent pas à certains groupes d'intérêt» proches du pouvoir.

«J'ai rejoint l'armée en 1958 pour unifier le pays. Personne ne s'attendait à ce que la libération conduise à un pays aussi chaotique qu'il l'est aujourd'hui.»

nombre de résidences secondaires et locations touristiques.

Ces chiffres sont «dévastateurs» et «honteux», a réagi Rick Henderson, directeur général de l'association caritative Homeless Link, dénonçant pêle-mêle «un système d'aides sociales inadapté», «une pénurie» de logements et «une déconnexion des politiques gouvernementales».

D'autres chiffres officiels publiés jeudi montrent que l'insécurité liée au logement n'épargne plus les couples et les enfants.

Le nombre d'enfants vivant dans des logements temporaires en Angleterre, assimilés à des sans-abris, est en hausse de 15% sur un an, atteignant 164.040 en septembre. Il s'agit du chiffre le plus élevé depuis le début des relevés en 2004. Le nombre de familles vivant dans des logements temporaires a également atteint le record de 126.040, soit une augmentation de 16%. Le gouvernement du travailliste Keir Starmer a annoncé cette semaine qu'il allait doubler le financement de l'aide d'urgence dédiée aux sans-abris, le faisant passer à 60 millions de livres (72 millions d'euros).

APARTEMENTS

■Vends ou échange F2 Sup 50 m² + terrasse (20 m²) très ensoleillé (centre-ville Oran) contre studio à Oran – Tél : 0554.71.96.46

■Loue appartement F4, 2 façades, 2 douches, 126 m² résidence Mirage I, Bir El Djir, Oran, 3 ascenseurs + gardien-nage – Tél : 0676.15.84.64 pour bureaux ou activité professionnelle seulement

VILLAS

■Vd villa de 280 m², bâtie 200 m², en R+2, (30% inachevés) à Bouhanak les 400 Mansourah – Tlemcen rdc : local 132 m²+ studio 1^{er} : hall + 04 ch + séjour + 02 cuis avec terrasse de 64 m² + sdb + wc 2^{ème} : 03 ch + terrasse – Tél : 0783.24.65.50 / 043.21.72.20

■A vendre près de la plage, maison de 3 pièces, cuisine, buanderie, cour, sanitaire, actée + livret foncier, à Ain El Turk- Oran – Tél : 0542.56.09.32-0798.13.95.97

EMPLOIS

■Offre d'emploi : Un magasin de produits laitiers à Maraval / Oran cherche 5 employées femmes, entre 20 et 32 ans, pour le mois de Ramadhan de 12h00 à 18h00 – Tél : 0796.27.09.85

■SARL BOUKHLEF sise au 47 rue Gergorge Les Castors Oran, spécialisée dans l'importation et la distribution des pneus recrute: Chargé d'importation, Commercial (05 ans d'exp min) et Magasinier (08 ans d'exp min). Envoyez vos CV par : whatsapp : 0556.73.66.40

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

fDon de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie

التبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دمREPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS
DIRECTION DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS
WILAYA DE TLEMCEEN« CONCOURS NATIONAL D'ARCHITECTURE RESTREINT :
N°01 / 2025
1^{ERE} PHASE
DOSSIER DE CANDIDATURE
NIF de la DFEF : 099913019026323

La Direction De la formation et de l'enseignement professionnels lance un Avis Au Concours National D'architecture Restreint En Vu De Confier La Mission De Maitrise D'œuvre Du Projet Suivant :
ETUDE, SUIVI POUR LA REALISATION DE L'EXTENSION DE L'ANNEXE EL GOR (CAPACITE 100 POSTES DE FORMATION) EN VUE DE SON ERECTION EN CFPA.

Les Bureaux d'études d'architectures Intéressés par le présent avis au concours national d'architecture restreint peuvent retirer les cahiers des charges auprès de :

**DIRECTION DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS DE LA WILAYA DE TLEMCEEN
A L'ADRESSE SUIVANTE : CITE ADMINISTRATIVE BOUHANAK- TLEMCEEN.**

Contenu et présentation du dossier de candidature : L'enveloppe ne doit contenir que les documents suivants :

- Une déclaration de candidature « remplie, signée et datée »
- Une déclaration de probité « remplie, signée, cachetée et datée »
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats à savoir :

Capacité professionnelle :

- Pour les bureaux d'études architectes privés agréés, justifier :
 - De la mise à jour de l'agrément en cours
 - Et d'un protocole d'accord en cas de groupement et/ou statut en cas de société (SCP)
- Pour les bureaux d'études publics, justifier :
 - Du statut d'entreprise publique économique (EPE) du bureau d'études ou d'un décret de création
 - Et de l'extrait du registre de commerce « électroniques » portant code architecture (607009)

Capacité financière :

Avoir cumulé un chiffre d'affaires calculé comme suit : $E.F \times TMO \times 0.1$

- EF : Enveloppe financière du projet

- TMO : Taux de la maîtrise d'œuvre selon la catégorie du projet fixé par le D.E 16-224

En prenant en compte les trois meilleurs chiffres d'affaires des cinq dernières années (2019, 2020, 2021, 2022 et 2023)

Capacités techniques :

- a. **Références professionnelles :** Avoir assuré la maîtrise d'œuvre d'un projet de catégorie B ou plus, ou 02 projets de catégorie A, et en adoptant, si nécessaire, les équivalences (projet de logement/projet d'équipement), ci-après :

Projet de logement	Equivalent en projet d'équipement
Projet <50 logements	Equipement de cat «A».
50<Projet<150 logements	Equipement de cat «B».

N.B : Les références professionnelles sont à justifier par des attestations de bonne exécution sans limitation de délais délivrées par :

- Les maîtres d'ouvrage publics

Et, Ou :

- Les maîtres d'ouvrages privés ou les opérateurs privés auprès des maîtres d'ouvrage publics au profit des architectes sous-traitants, auxquelles doivent être jointes obligatoirement les attestations délivrées par les DUAC, confirmant l'existence du permis de construire de l'opération concernée, ou le dépôt de permis de construire auprès des autorités compétentes.

- b. **Moyens humains :** Disposant d'un minimum de personnel, justifié par les CV, les diplômes, l'état nominatif CNAS et CASNOS les certificats ou attestations de travail pour :

- Chef de projet (Architecte ou Ingénieur) justifiant d'une expérience minimale de trois (03) ans.

- Technicien supérieur ou licencié dans les métiers du bâtiment minimum 02 ans d'expérience

L'architecte agréé ou le mandataire en cas de groupement ne peut pas faire partie de l'équipe permanente, il ne sera pas sujet à la notation lors de l'évaluation de l'offre technique.

NB : Seule l'expérience supérieure à celle exigée dans le dossier de candidature sera prise en considération lors de l'évaluation de l'offre technique.

- c. **Moyens matériels :** Justifier de l'adresse professionnelle du siège du bureau de l'architecte (acte de propriété, contrat de location, etc.).

NB : Tous Les Documents Doivent Etre Valides Le Jour De L'ouverture Des Plis
Toute offre non conforme au cahier des charges sera systématiquement rejetée

L'enveloppe doit porter la mention :

« AVIS AU CONCOURS NATIONAL D'ARCHITECTURE RESTREINT : N° 01/2025 »

ETUDE, SUIVI POUR LA REALISATION DE L'EXTENSION DE L'ANNEXE EL GOR (CAPACITE 100 POSTES DE FORMATION) EN VUE DE SON ERECTION EN CFPA.

1^{ERE} PHASE - Le Dossier De Candidature-

« Plis à n° ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres. »

Les soumissionnaires doivent déposer leurs offres au niveau de la :

**DIRECTION DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS DE LA WILAYA DE TLEMCEEN
A L'ADRESSE SUIVANTE : CITE ADMINISTRATIVE BOUHANAK- TLEMCEEN.**

La durée de préparation des offres est fixée à DDX (10) jours à partir de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP, le dépôt des offres est fixé le dernier jour de préparation des offres avant 13h 30mn au siège de la Direction des Equipements Publics.

Les bureaux d'étude soumissionnaires peuvent assister à l'ouverture des plis qui se tiendra le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 14h00 au siège de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels sise à cite administrative bouhanak- tlemcen

ANEP N° 2531003258 Le Quotidien d'Oran 02/03/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE MASCARA

DAIRA DE GHRIS

COMMUNE DE MAOUSSA

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire
DU MARCHÉ

Entretien Du CR Reliant Le CW 43 A AU CV 02 En Passant Par Douars Maamria Et M'khalif Sur
3,5 km - Commune Maoussa

Conformément aux disposition du décret Présidentiel N° 15-247 du 16-09-2015, portant réglementation des marches publics et délégation des pouvoirs publics et la loi N° 12-23 du 05 d'aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés public

Le président de l'assemblée populaire communale de MAOUSSA, informe l'ensemble des de Soumissionnaires résultat de Un avis d'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMAL, en date du 2025/01/20 en langue nationale "المساء", en date du 23/01/2025 en langue française "LE QUOTIDIEN D'ORAN" Après l'analyse technique et financière des offres des soumissionnaires la commission proposé l'attribution provisoire du marché à l'entreprise suivant le tableau ci-dessous .

opération	Entreprise	Offre financière	Délai d'exécution	Note technique	N° Carte Fiscale (NIF)	Obs
01	BOUMAZA SID AHMED -MASCARA-	36.455.055.00 DA	(75) JOURS	87	18029010182813800000	Moins Disant

Les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financières sont invités à ce rapprocher de Bureau des marches publics apc de MAOUSSA WILAYA DE MASCARA au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de publications de la présente attribution provisoire Les soumissionnaires peuvent introduire des recours auprès de la commission des marchés publics de apc maoussa dans un délais de dix (10) jours à compter de la 1ère publication des présent avis dans la presse au BOMOP .

Maoussa le

Le Président de L'A.P.C

ANEP N° 2531003222 Le Quotidien d'Oran 02/03/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES

DAIRA DE SIDI BEL ABBES

COMMUNE DE SIDI BEL ABBES

NIF: 098422015168326

Avis d'Attribution Provisoire des Marchés

Modificatif N°01/2025

Le Président de l'assemblée Populaire Communale de Sidi Bel Abbès, annonce que l'avis d'attribution provisoire concernant l'Approvisionnement En Denrées Alimentaires Pour Les Cantines Scolaires De La Commune De Sidi Bel Abbès En 10 Zones Séparées par sur les journaux Quotidien d'Oran en Date du 09/01/2025 et الجمهورية en date du 13/01/2025 est modifier comme suit après avoir étudé des décrets des recours par la commission wilaya des marchés public en date du 03/02/2025

N°	Désignation	Entreprise	Montant	Montant TTC après Correction	Délais	note technique
01	L'Approvisionnement En Denrées Alimentaires Pour Les Cantines Scolaires De La Commune De Sidi Bel Abbès En 10 Zones Séparées. Zone 01: Ecoles (Taleb Salima-Hammam H'nia-Belaaradj Mohamed-Faroun Miloud-Abderahim bendimred)	GASMI YAICH NIF179080100353124	Min: 20.139.354.30 Max: 20.289.790.30	//	Pour L'année Financier 2025	68
	Zone 02: Ecoles (Taleb Ahmed-El Amir Abdelkader-El Idrissi-Cheikh El Bachir El Ibrahim-Medloun mohamed-Alfrid Mohamed)	BENAFFANE MOHAMED NIF182220106339148	Min: 19.347.785.70 Max: 19.484.147.20	//	Pour L'année Financier 2025	90
	Zone 03: Ecoles (Mohamed Abdou- Ibn Batouta-Touhami Mohamed-tarek Ibn Ziad-Chenoufi mohamed)	Amrani Mimoun NIF172450900255155	Min: 21.785.468.36 Max: 21.918.043.36	//	Pour L'année Financier 2025	77
	Zone 04: Ecoles (Bardadi Belabbes- Adjir benhlma-Zerhouni Ben Aissa-Sidoun Mohamed-El Assouli).	GUENDOZ Mahi NIF 1762245000170107	Min: 21.922.771.88 Max: 22.085.069.58	//	Pour L'année Financier 2025	79
	Zone 05: Ecoles (Mimoun Ben Abdellah- Boumelik Abdelkader-Chiker Mekki- Tallouti Abdelkader-Sekkal Ahmed- Ghalem Mohamed)	Kralil Abdelkader NIF188220101762159	Min: 22.376.849.13 Max: 22.533.798.76	//	Pour L'année Financier 2025	61
	Zone 06: Ecoles (Mohamed El Atrache- Mezouari bouazza-Tissoui Mohamed-Bastour- Mekki Mokhtar-Nemimeche Belabbes- Djebbour Mohammed)	BOUARICHA NOUREDINE NIF188310102687191	Min: 22.490.805.22 Max: 22.641.672.52	//	Pour L'année Financier 2025	81
07	Zone 07: Ecoles (Ibn el haytem- Belabbassi Mohamed-Belmokhtar Mohamed Adim Abdeljabbar-Rafai Mohamed)	Inférieur				
08	Zone 08: Ecoles (Ali zazou Abdelkader- Talha mahieddine-Khoudja Abdelkader- Daoudi mohamed).	Inférieur				
09	Zone 09: Ecole (Zouari Said-Benmaissa- Abdlekader-Goumiri Abdelkader-Belmouaz Mustapha-Zaoui Djillali).	SARSAR SALAH EDDINE NIF197922010233635	Min: 22.486.114.64 Max: 22.641.837.84	//	Pour L'année Financier 2025	81
10	Zone 10: Ecole (El Akid Lotfi-Krebiche Tayeb-Adim Fatiha-Ibn Toffel).	BOUTKHELI MANSOUR NIF181220108644116	Min: 22.352.972.90 Max: 22.494.3614.40	//	Pour L'année Financier 2025	58.5

Le Président de l'APC

ANEP N° 2531003226 Le Quotidien d'Oran 02/03/2025

2

21.10 A plein temps



Drame - France - 2021

Avec Laure Calamy, Anne Suarez, Geneviève Mnich, Nolan Arizmendi
La vie de Julie Roy est rythmée par un planning plus que millimétré : habitant dans un village en lointaine périphérie parisienne, où elle s'occupe seule de ses deux enfants, Nolan et Chloé, elle doit se lever chaque matin très tôt, confier ses deux enfants à sa voisine, madame Lusigny, avant de prendre un train pour se rendre à Paris, où elle travaille dans un grand palace. Mais une grève des transports, organisée dans le cadre d'un mouvement social plus vaste, complique son trajet vers la capitale.

12.00 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal 13h00
13.20 13h15, le dimanche
14.20 13h15, le dimanche
15.15 Familles de légende
16.05 Un dimanche à la campagne
18.05 Les enfants de la télé
20.00 Journal 20h00
20.30 20h30 le dimanche
21.00 Journal Météo climat

3

21.05 Meurtres en eaux troubles



Série policière - Allemagne - 2024
Saison 1 - Episode 19

Avec Matthias Koeberlin, Alina Fritsch, Hary Prinz, Stefan Pohl, Daniel Langbein
L'épouse de Christoph Wenzel trouve son mari inanimé dans leur demeure luxueuse. Celui-ci gît sans vie dans son bureau, près d'un coffre-fort fracturé. Les premiers indices orientent les investigations vers un cambriolage fatal. Cependant, la désactivation méticuleuse du système de sécurité trahit l'intervention d'un fin connaisseur.

10.40 Expression directe
11.40 Dimanche en politique
12.30 ICI 12/13
12.55 Dans votre région
13.30 Vivement dimanche
15.40 Les carnets de Julie
16.45 Le jeu des 1000 euros
17.25 Slam
18.05 Questions pour un champion
19.00 ICI 19/20 édition toutes régions
20.05 Stade 2

4

16.30 Fort Boyard



Présenté par Olivier Minne
La nouvelle saison bat son plein au Fort Boyard ! Sous l'oeil averti du Père Fouras, les candidats s'affrontent pour tenter de remporter le trésor. En lice ce soir : Clarisse Agbegnenou, Camille Lacourt, Steven Da Costa, Vaimalama Chaves, Nicolas Fleury et Clémence Castel.
18.45 Organisation Super Insolite
19.55 Okoo-koo
21.00 La maîtresse de mon fils
22.15 Comme il vous plaira

10.00 Bluey
10.58 Idéfix et les Irréductibles
11.55 Manger, bouger, dormir
12.08 Jean-Michel, Super Caribou
13.25 Un jour, une question
14.40 Les as de la jungle à la rescousse

5

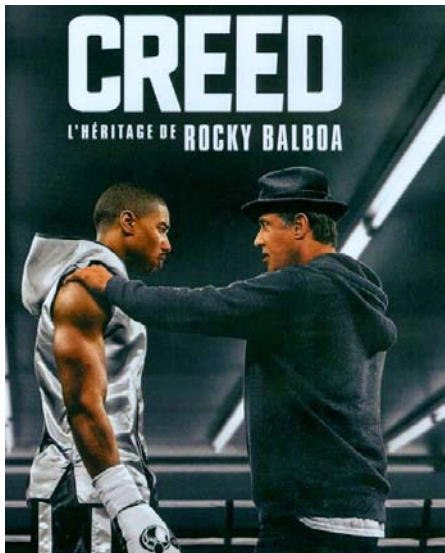
arte

TMC

10.20 Echappées belles
12.00 C Médiatique
13.00 Escapades aériennes
13.35 C l'hebdo
14.35 Planet par Sofiane Pamart à l'Opéra de Nice Côte d'Azur
16.00 Escapades aériennes
16.30 Buffets, que leur volonté soit faite !
17.25 Apocalypse : Hitler attaque à l'ouest 1940
18.25 Pas si rares
18.30 En société
20.00 C politique
21.07 Le mystère du béluja espion

10.45 Le lac Tanganyika, géant africain
12.15 Le Gabon, dernier refuge des éléphants de forêt
13.00 Des volcans et des hommes
13.30 Les canons de Navarone
17.35 Voyage en cuisine
18.10 Ravel en mille éclats
19.30 Karambolage
19.45 Arte journal
20.05 Paul Newman, l'intranquille
21.00 Coeur de tonnerre
22.55 Val Kilmer : Une vie entre «Top Gun» et «The Doors»

08.35 Le bétisier de l'été
09.14 Monacoscope
09.20 Le bétisier de l'été
13.33 Petits plats en équilibre
13.35 Ghost Whisperer
18.55 Les mystères de l'amour
21.10 Petits plats en équilibre
21.15 Esprits criminels



TFX 21.10

CREED : L'HÉRITAGE DE ROCKY BALBOA

Drame - Etats-Unis - 2015

Avec Michael B. Jordan, Andre Ward, Sylvester Stallone, Tessa Thompson
En 1998, Adonis Johnson, le fils naturel d'Apollo Creed, est un adolescent révolté et violent, qui vit en centre d'accueil, avant d'être recueilli par Mary Anne, la veuve du célèbre boxeur. De nos jours, à Los Angeles, alors qu'une belle carrière l'attend dans le monde de l'entreprise, le jeune homme choisit l'univers de la boxe, malgré la désapprobation de Mary Anne. Pour s'entraîner à la dure, il décide de se rendre à Philadelphie, où vit toujours Rocky Balboa, le plus célèbre adversaire de son défunt père.

CINE + PREMIER 20.50

LES TROIS MOUSQUETAIRES : MILADY

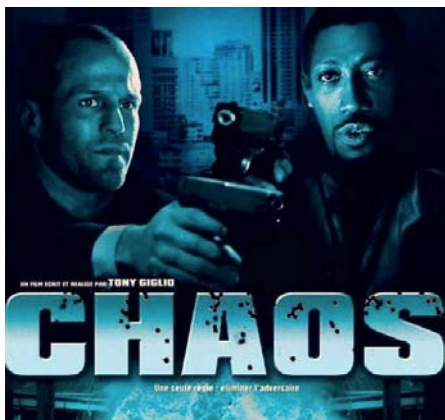


Film d'aventures - France - 2023

Avec François Civil, Vincent Cassel, Romain Duris, Pio Marmaï, Eva Green
En 1627, alors que la France est déchirée entre les royalistes catholiques et les républicains protestants, le roi vient d'échapper, grâce aux mousquetaires, à un attentat commis en pleine cérémonie religieuse. Si le roi est sauf, le commanditaire reste inconnu et tous les participants de ce crime disparaissent ou sont retrouvés morts dans les heures qui suivent. De son côté, Constance Bonacieux, qui a assisté à un inquiétant conciliabule mené par les conspirateurs, est enlevée sans que D'Artagnan puisse l'aider.

CINE + FRISSON 20.50

CHAOS



Thriller - Royaume-Uni - Canada - Etats-Unis - 2005

Avec Jason Statham, Ryan Phillippe, Wesley Snipes, Justine Waddell
Seattle, une banque est braquée au petit matin par cinq hommes cagoulés et tout le personnel et les clients sont retenus en otages. Quand la police arrive sur les lieux, Lorenz, le chef des braqueurs, demande à voir l'inspecteur Quentin Connors, suspendu de ses fonctions suite à une bavure.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Pourris gâtés



Comédie - France - 2021

Avec Gérard Jugnot, Camille Lou, Artus, Louka Meliava, Tom Leeb
Paresseux, capricieux, fêtards, les trois enfants de l'homme d'affaires Francis Bartek ne font rien de leur vie, à part dépenser l'argent que leur père a durement gagné. Lassé par leur comportement, celui-ci leur fait croire qu'ils sont totalement ruinés, les forçant ainsi à faire l'impensable: travailler !

6

21.10 Capital



Présenté par Julien Courbet

Avec sa salade gratuite et ses menus à bas prix, Buffalo Grill, créé en 1980, a longtemps été considéré comme le restaurant préféré des Français. Mais depuis quelques temps, l'enseigne doit se battre pour conserver une part de marché importante. En effet, la féroce concurrence des fast-foods se fait sentir. Ces derniers ont mis en place des plans d'attaque face à une baisse de fréquentation historique. Ainsi, McDonald's a sorti son fameux menu à 5 euros. Très vite, tous ses concurrents ont suivi.

CANAL+

21.05 Rugby : Top 14



- Bayonne / Clermont-Auvergne

Quatrième après la 15e journée, Facundo Bosch et les Bayonnais possèdent un jeu collectif efficace et attrayant. Pour conserver leur place dans le peloton des six premiers, les joueurs de Grégory Patat doivent faire le plein de points devant leur public du stade Jean-Dauger. Après avoir affronté Bordeaux-Bègles, le leader, la semaine dernière, l'Aviron dispute son deuxième match d'affilée à domicile. L'occasion pour l'Aviron Bayonnais d'engranger des points importants.

PLANETE +

TFX

W9

08.41 American Pickers, la brocante made in USA
12.31 Dans la tête de Vladimir Poutine
14.15 De Gaulle, bâtisseur
15.58 Le génie des bâtisseurs
17.49 Le monde de Khéops
19.23 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 Sarah Bernhardt : Pionnière du show business
21.50 Chanel/Schiaparelli, le noir et le rose
22.51 Mystérieux objets

08.10 Very bad blagues
09.40 TFX infos
09.45 Very bad blagues
12.25 Friends

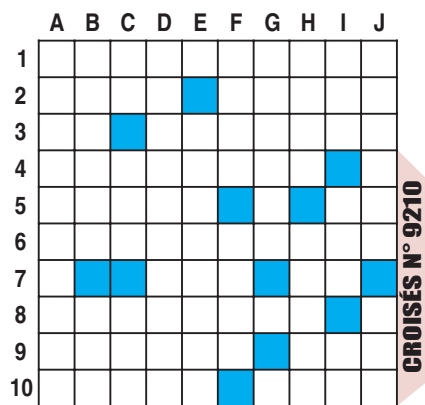


20.02 Petits plats en équilibre
20.05 Friends
21.05 Petits plats en équilibre
21.10 Creed : l'héritage de Rocky Balboa
23.55 Matrix Resurrections

08.10 Génération Hit machine
10.20 HDM : L'hebdo de la musique



12.20 100% poker
12.50 Scorpion
16.30 La petite histoire de France
21.10 Adorables
22.50 Joyeuse retraite 2



Horizontalement:

- Il ne faut pas alors leur chercher la petite bête !
- Tirée en lieu sûr. Extraordinaire.
- Banco à la russe. Galon de sous-off.
- En prenait de la graine.
- Raffles. Courant fort.
- Elle suit un régime lacté.
- Quel temps ! Issues de souche.
- Sommier chez la rousse !
- Doigt de nougat. Pronom.
- Beaucoup, beaucoup. Mode d'emploi.

Verticalement:

- Etat de choc.
- Fait des pas tranquilles. Façon de pleuvoir.
- Au début. Chance gâchée. Chaud devant.
- Mise en sûreté.
- Harmonisés.
- Se mettra à l'ouvrage. Tour d'attache.
- On n'y voit que du bleu.
- Etant donné. Manquent de son.
- Découverte dans une position indigne. Un os ! Points opposés.
- Coucher du soleil. Se prend en sortant.

N	S	E	T	N	E	M	E	I	R	T	A	P	A	R
T	O	T	I	S	S	U	A	R	E	N	I	M	U	R
P	T	I	A	G	E	G	A	N	E	R	G	N	E	E
N	N	R	S	G	A	R	E	U	O	T	E	D	D	M
O	E	E	E	E	M	Q	G	E	C	A	R	E	E	
Y	M	U	G	R	L	S	U	D	N	C	A	L	D	S
E	E	O	N	D	O	E	O	A	T	V	L	E	C	S
B	L	C	A	I	E	G	G	I	E	E	S	E	I	E
L	G	E	K	C	N	A	O	L	M	S	C	T	H	R
A	E	S	I	O	V	N	U	A	E	N	I	A	R	T
M	R	L	C	A	I	O	H	R	E	T	I	R	A	P
E	E	U	R	A	B	C	T	I	S	E	C	R	O	U
H	A	T	M	O	O	P	C	I	R	E	V	E	I	L
F	X	E	I	C	E	S	U	E	G	A	R	T	U	O
E	D	S	O	S	N	O	I	T	A	R	E	N	E	V

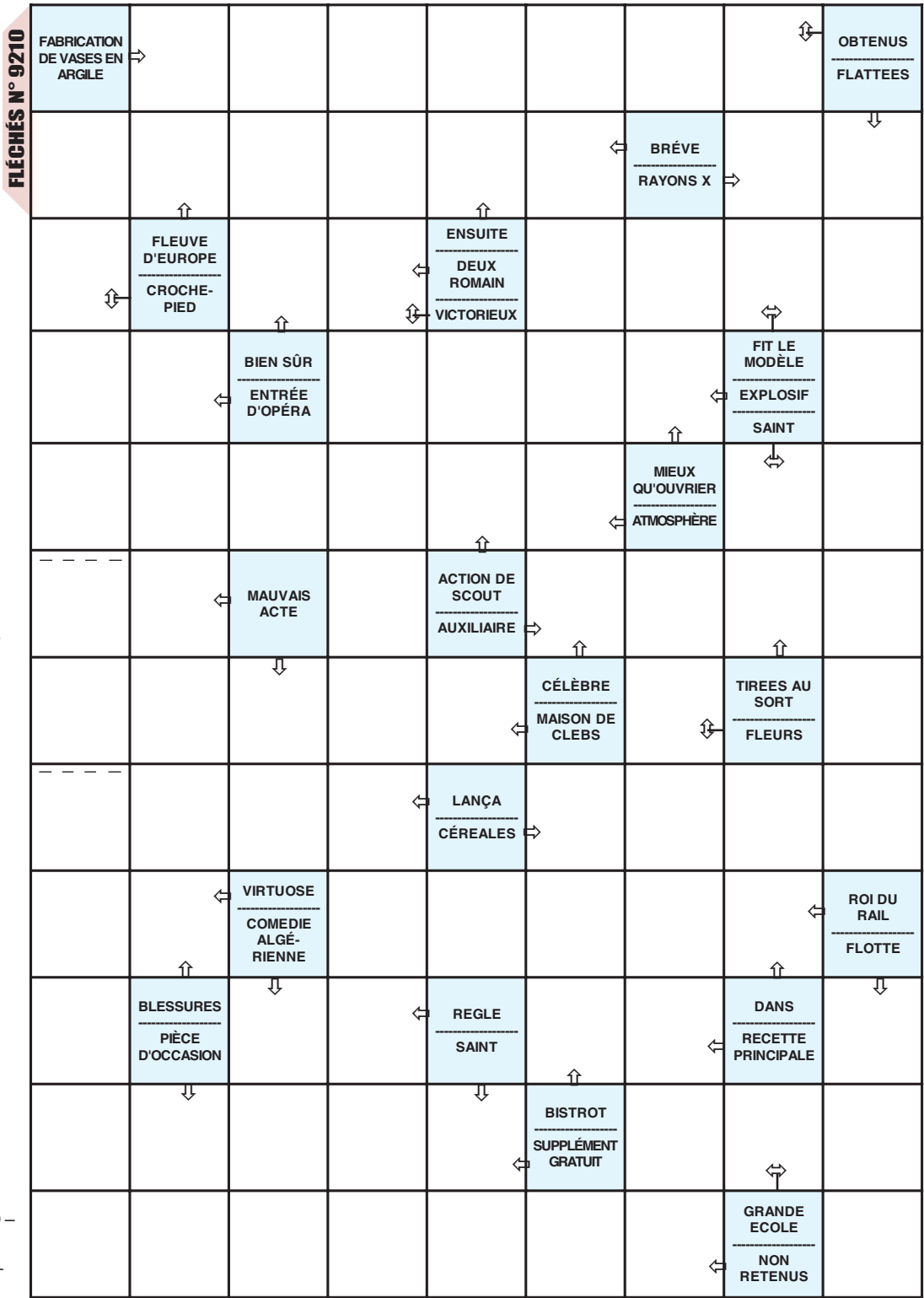
ANGE - AUSSITOT - BLAME - BOIS - BOULEVARD - CHAMELLE - CIDRE - COCO - DEMAIN - DESSERT - ECLATER - ECHOU - ENGRENAGE - EXTRAVAGANCE - FAUCON - GARE - GODET - HAIE - HELICE - KIOSQUE - LESION - MAGIE - OUISTITI - OUTRAGE - PARITE - PIROGUE - RAPATRIEMENT - REDACTION - REGLEMENT - REVEIL - RUMINER - SCIENCE - SECOUER - SEMER - SEPT - STAGE - TRAINEAU - TRESSE - VENERATION.

Les 5 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est une chance.
- Mon 2e se voit bien au milieu de la figure.
Mon tout est un cheval de petite taille.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
N	U	V										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

10	12	7	17	12	14	6	13	5	1			
12	10	13	12	12	4		6	7	13			
7	5	6	12			7	8	16	12			
4	2	12		8	3	8	9	8				
12	18		2	4	8		13	1	5			
14		2	7		10	9	12	13	1			
2	7	1	12		5	13		4	15			
6	12	12		10	7	12	6	8	13			
12	3		9	5	13	1		6	1			
	2	4	8		4	6		13	12			
12		13	5	6	8		3	5	4			
4	12	1	4	8	6	13	5	1				
	7	16		6	12		11		2			
10	7	12	14	8	2	6	13	5	1			
6	10	4	6		7	8	7	10	4			

Jeux proposés par Chérifa Benghani



SUDOKU N° 2210

5		9		8	4				
		7			2	6	5	4	
		1							9
4					6		1		
	9		5			2	8		
2	3					7			
7		3	1		9				
8	5		7			4		2	
		2				1			

LES SOLUTIONS

FLECHES N° 9209

L	A	N	G	O	U	S	T	E	
A	M	O	R	C	E	E		G	
M	A	N	I	E	R		V	A	
E	S		M	A		C	A	R	
N		A	P	N		O	L	E	
T	I	R	A		O	U	I		
A	D		N	E	T		S	E	
B	E		T	R	A	C	E	S	
L	E	V	E		H		T		
E	S		S		T	E	T	E	
S		L		T	E	N	I	R	
	R	E	P	A	R	E	R		

CROISÉS N° 9209

C	E	I	N	T	U	R	O	N	S
R	U	G	I	R		E	C	H	O
E		U	R	I	N	E	R		L
S	L	A	V	E		R	E	V	E
C	A	N	A		P		S	I	S
E	D	E	N	T	E	E		S	
N		S	A	I	L	L	I	E	S
D	C			G	O	U	L	E	E
O	U	R	L	E	T		E		L
	P	O	S	S	E	S	S	I	F

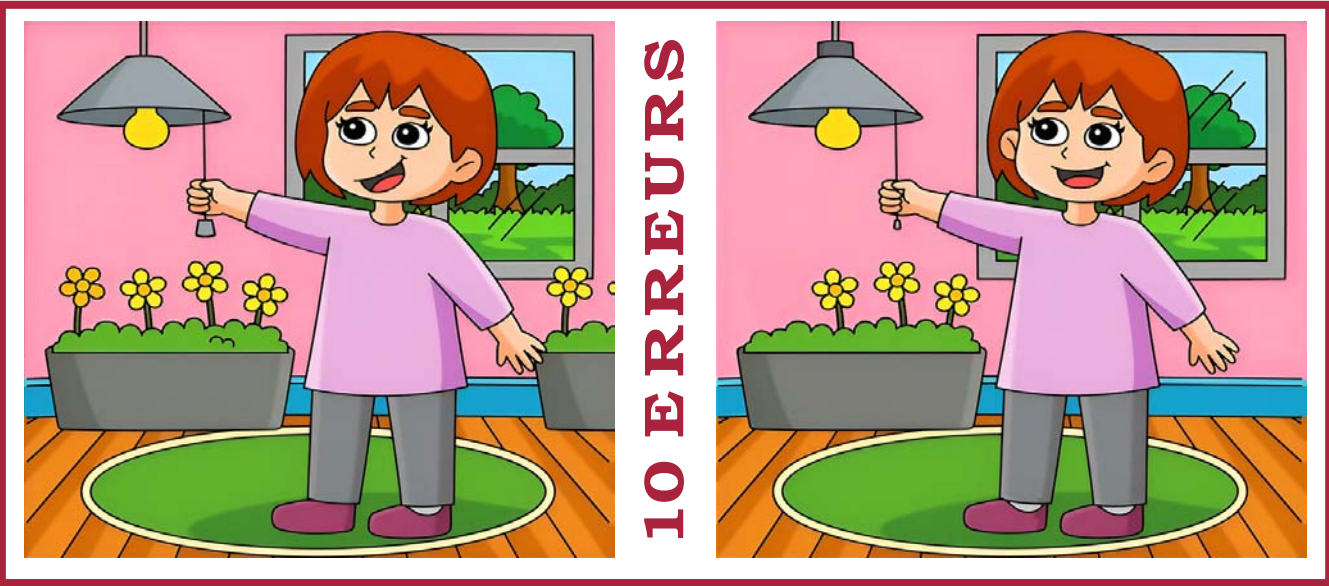
SUDOKU N° 2209

5	2	9	6	8	4	3	7	1	
3	8	7	9	1	2	6	5	4	
6	1	4	3	7	5	8	2	9	
4	7	8	2	3	6	9	1	5	
1	9	6	5	4	7	2	8	3	
2	3	5	8	9	1	7	4	6	
7	4	3	1	2	9	5	6	8	
8	5	1	7	6	3	4	9	2	
9	6	2	4	5	8	1	3	7	

CODÉS N° 9209

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
B	L	A	S	R	T													
O	N	M	E	C	Q													
I		D	P	H	G													

FOUILLIS N° 9209 :
MOQUETTE (Mot - Quête)



L'Afrique du Sud fait état de trois nouveaux cas de mpox



Le ministère sud-africain de la Santé a appelé vendredi à la vigilance alors que trois nouveaux cas de mpox ont été confirmés dans le pays.

Le porte-parole du ministère de la Santé, Foster Mohale, a déclaré que les trois cas avaient été détectés dans la province du Gauteng. «Il s'agit des premiers cas positifs de mpox enregistrés en Afrique du Sud cette année, le dernier cas ayant été enregistré en septembre 2024», a indiqué M. Mohale. Parmi les nouveaux cas, un homme de 30 ans a été diagnostiqué avec le virus mpox de clade I qui circule actuellement en République démocratique du Congo et en Ouganda. Le patient a récemment voyagé en Ouganda.

Deux autres patients, un homme de 27 ans et une femme de 30 ans, ont été diagnostiqués après que l'équipe de surveillance de l'épidémie a procédé à la recherche des contacts. Selon M. Mohale, le nombre cumulé de cas de mpox dans le pays est passé de 25 à 28, dont trois décès, depuis le début de l'épidémie en mai de l'année dernière.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Trump s'empporte avec virulence contre Zelensky



En colère, Donald Trump a pris violemment à partie Volodymyr Zelensky vendredi à la Maison Blanche lors d'une altercation inédite devant les caméras du monde entier, allant jusqu'à menacer de «laisser tomber» l'Ukraine. «Il pourra revenir quand il sera prêt à la paix», a assené le président américain sur son réseau social, peu après un entretien houleux dans le Bu-

reau ovale et juste avant que son homologue ukrainien ne quitte prématurément la Maison Blanche.

La signature d'un accord sur les minerais, hydrocarbures et infrastructures ukrainiens, pour lequel Volodymyr Zelensky avait fait le déplacement à Washington, n'a pas eu lieu, tout comme une conférence de presse commune. Le dirigeant ukrainien a également

annulé une conférence qu'il devait donner devant un centre de réflexion à Washington.

Donald Trump a accusé Volodymyr Zelensky d'avoir «manqué de respect aux Etats-Unis» dans le Bureau ovale. Dans une scène d'une tension inouïe qui a duré de longues minutes, Trump, Zelensky et le vice-président américain JD Vance ont élevé la voix et se sont coupé plusieurs fois la parole.

Le PKK annonce un cessez-le-feu avec la Turquie



Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé samedi un cessez-le-feu avec la Turquie répondant à l'appel de son chef et fondateur Abdullah Ocalan, précise-t-il dans un communiqué.

«Afin d'ouvrir la voie à la mise en œuvre de l'appel d'Apo (oncle, en jurde, ndlr) à la paix et à une société démocratique, nous déclarons un cessez-le-feu à partir d'aujourd'hui», annonce le comité exécutif du PKK dans un message publié par l'agence ANF, proche du parti armé.

Le PKK réclame la liberté pour son fondateur, emprisonné depuis 26 ans au large d'Istanbul, qui a appelé jeudi le PKK à se dissoudre et à déposer les armes. «Le dirigeant Abdullah Ocalan doit pouvoir vivre et travailler en toute liberté physique et établir des relations sans entrave avec qui il veut, y compris ses amis», estime le PKK.

Sénégal : l'ex-président Macky Sall sera convoqué devant la justice



Lex-président sénégalais Macky Sall, qui a dirigé le Sénégal de 2012 à 2024, «sera appelé devant la justice» en raison de ses «actes extrêmement graves» dans la gestion du pays, a affirmé vendredi le gouvernement sénégalais qui l'accuse d'être responsable des «faux chiffres» révélés dans un récent rapport sur les finances publiques. Pays ouest-africain, ex-colonie française, réputé démocratique.

Le Sénégal est dirigé depuis avril par un nouveau régime qui se réclame du panafricanisme de gauche, prône le souverainisme et la rupture avec le système. «Inévitablement, il (Macky Sall) fera face à la justice. Il est le premier responsable d'actes extrêmement graves qui ont été posés», a affirmé vendredi le porte-parole du gouvernement sénégalais Moustapha Ndjekk Sarré, sur la radio privée RFM.

«Je ne lui donne pas de circonstances atténuantes. Tout ce qui s'est passé s'est passé sous ses ordres. On peut même le considérer comme le chef de gang qui a commis des actes criminels. Des poursuites judiciaires ne sauraient être évitées», a dit M. Sarré, également ministre de la Formation professionnelle.

L'Armée sahraouie cible une base de soutien de l'armée d'occupation marocaine



Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené une attaque intensive ayant ciblé une base de soutien de l'armée d'occupation marocaine dans le secteur d'El Guelta, leur infligeant de «lourdes pertes matérielles et humaines», a indiqué un communiqué militaire rendu public par la Direction centrale du Commissariat politique de l'Armée sahraouie.

«A l'occasion du 49^e anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique

(RASD), des unités avancées de l'APLS ont ciblé, jeudi, par d'intenses bombardements la base d'un régiment relevant de l'Armée royale marocaine dans la région d'Arthrihyat dans le secteur d'El Guelta», selon le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les positions des forces d'occupation qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte, conclut le communiqué.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

TRUMP, UN ÉPICIER AVEC UNE BALANCE DE BIJOUTIER

contre les duperies et les manœuvres affairistes, Donald Trump est loin d'être un opportuniste farfelu habitué à se tromper de causes et d'adresses. Il détonne par un pragmatisme que l'on perçoit en démesure, en démontrant seulement que les affaires d'Etat sont surtout des affaires de commerce.

La guerre froide ? Il veut la croquer à toutes les sauces pour que Russes et Chinois se neutralisent et que le tiroir-caisse américain se préserve. Née dans le Far-West, la philosophie américaine a rarement dérogé à ses

règles. Donald Trump en est un pur produit.

Il a compris qu'il se devait d'être de son temps, farouche ennemi de la poésie politique qui finalement n'a offert que mirages et espoirs déçus. Le monde a toujours pensé que l'on pouvait décrocher la paix et le bonheur en se nourrissant de proses et de chansons.

L'engueulade dont a été victime le jeune président ukrainien, sans mésestimer l'importance relative de son pays, est probablement une leçon de vérité pour lui. Il a compris que Trump et son équipe sont d'abord et avant tout des épiciers s'ingéniant à manipuler la balance des bijoutiers et peu importe si l'Ukraine et l'ensemble de l'Europe devaient servir de serpillère pour garantir un positif solde de tout compte.

Le président ukrainien est rentré de Washington, les mains vides, bardé d'un sermon blessant que lui a infligé le président américain. Une engueulade en bonne et due forme qui, plus qu'elle n'illustre le caractère particulier de Donald Trump, reflète surtout la nature réelle des relations entre les Etats aujourd'hui.

Après les nombreuses turbulences dont a été l'auteur et l'acteur le milliardaire américain, les opinions la plupart en déroute avaient fini par déduire que l'homme manquait de raison et se démarquait totalement des us et coutumes qui régissaient l'univers politique. Or, en homme d'affaires rodé aux circonvolutions des vacheries, des dissensions et des ententes, vacciné